

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Règle d'or de notre conduite: remplacer l'égoïsme de la culture dominante par la solidarité humaine»

Discours de son Excellence Miguel d'Escoto Brockmann, président de la 63^e Assemblée générale des Nations Unies, tenu le 23 septembre 2008 à New York, lors de l'ouverture de la séance plénière

Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etats et de Gouvernements, les Vice-présidents, les ministres des Affaires étrangères et les autres représentants des 192 Etats membres de notre organisation,

Monsieur le Secrétaire général, chers amis, C'est un grand honneur de pouvoir m'adresser à vous lors de l'ouverture de la séance plénière de la 63^e session de l'Assemblée générale. A l'heure actuelle, la situation internationale est loin d'être satisfaisante. En fait, le monde doit surmonter des difficultés plus grandes que celles connues lors de la fondation de notre organisation, il y a 63 ans.

Aujourd'hui, nous sommes témoins de la conjonction de crises étendues liées les unes aux autres. Mais des crises ne doivent pas nécessairement aboutir à des tragédies. Nous passons par une période durant laquelle il est aisé d'améliorer notre manière d'agir, d'opérer de concert et en harmonie avec notre mère la Terre et avec la nature.

Si nous entendons profiter de l'occasion que nous offrent ces crises maintenant, il nous faut prendre des mesures concrètes qui vont plus loin que les lamentations, la tenue de discours intelligents et les bonnes intentions et qui se fondent sur la ferme décision de remplacer, règle d'or de notre comportement, l'individualisme et l'égoïsme de la culture dominante par la solidarité humaine.

Notre organisation a réalisé de nombreuses choses louables qui n'auraient pas vu le jour sans le concours des Nations Unies.

Toutefois, si nous considérons ses progrès dans la réalisation de ses objectifs premiers, qui ont justifié sa fondation, il nous faut avouer que nous avons échoué dans la suppression des guerres, le désarmement et la sécurité internationale.

Lorsque, jadis, nous avons adopté la *Charte des Nations Unies*, nous entendions tous nous en tenir à certaines règles fondamentales qui, si elles avaient été respectées par tous les Etats membres, auraient permis au monde de mieux relever les défis du XXI^e siècle.

Le monde – notre monde – est malade, et sa maladie est celle que Tolstoï a décrite il y a plus de 100 ans comme la «folie de l'égoïsme».

D'aucuns prétendent que cette évolution est irréversible – qu'il est trop tard pour s'y opposer. Je pense que cette attitude est empreinte d'un défaitisme dangereux, qui nous paralyse et nous fait tomber encore plus bas avant de nous noyer dans la fange de l'égoïsme maladif, suicidaire, où nous nous trouvons.



Vue sur l'Assemblée générale des Nations Unies. (photo UN/Paulo Filgueiras)

Plus de la moitié de la population mondiale souffre de faim et de pauvreté, tandis que toujours davantage d'argent est consacré aux armes, aux guerres, au luxe et à des choses totalement superflues. Nous devons résister à la tentation d'enfoncer notre tête dans le sable pour essayer d'ignorer la réalité. Ayons le courage de reconnaître les injustices considérables qui règnent dans le monde et dans la plupart de nos Etats, même dans les pays en développement. Ces injustices sont des bombes à retardement; en les ignorant, on ne les fait pas disparaître.

Outre les problèmes de la faim, de la pauvreté et du renchérissement des denrées alimentaires, de nombreux autres problèmes apparaissent, dont l'origine humaine ne fait aucun doute. En font partie les changements climatiques, la privatisation de l'eau et son gaspillage faisant croire qu'il existe une source

inépuisable, la course aux armements, le terrorisme, la traite d'êtres humains, la situation de la Palestine, les déficiences de l'aide humanitaire, les inégalités entre les sexes et la situation particulièrement précaire des enfants frappés par les conflits armés et les catastrophes humanitaires.

Tels sont les problèmes les plus urgents à résoudre, auxquels notre monde doit faire face aujourd'hui. Ils sont tous causés par des hommes et peuvent être attribués en grande partie à un manque de démocratie aux Nations Unies. Un petit groupe d'Etats prend des décisions intéressées, et les pauvres de par le monde en subissent les conséquences.

Les décisions qui se répercutent le plus fortement sur tous les Etats membres ne sont pas prises à l'Assemblée générale. Les décisions de l'Assemblée générale, c'est-à-dire des représentants de «nous, les peuples», au

nom desquels notre organisation a été fondée, sont considérées comme de simples recommandations et éventuellement ignorées, bien qu'elles soient les souhaits de 95% des membres de notre organisation.

S'ajoutant aux coûts élevés des denrées alimentaires et aux catastrophes humanitaires dues à des phénomènes naturels répétitifs, la crise financière actuelle aura des conséquences graves. Elle empêchera tout progrès important – à supposer qu'elle laisse subsister un seul progrès permettant de réaliser les objectifs du millénaire du développement, eux-mêmes insuffisants. Ce sont toujours les pauvres qui paient le prix de la rapacité et de l'irresponsabilité des puissants.

Mes chers frères et sœurs,

Le monde a atteint un point à partir duquel il n'y a plus d'autre alternative que de s'aimer ou de périr, de commencer à nous traiter comme on traite ses frères et sœurs ou d'être témoins du début de la fin de l'espèce humaine. Si nous choisissons la voie de la solidarité et nous reconnaissons comme frères et sœurs, nous découvrirons de nouveaux horizons de vie et d'espoir.

C'est ce que les peuples du monde entier, en particulier les démunis de cette terre, espèrent entendre de cette vénérable assemblée de quelque 100 chefs d'Etats et de gouvernements. Ils aimeraient entendre un engagement universel de défendre les Nations Unies, à condition que cela implique de respecter et de défendre les principes sur lesquels repose notre organisation. Parmi ces principes figure tout d'abord celui de l'égalité de tous les Etats membres dans leur souveraineté; au deuxième rang se trouve leur engagement à remplir toutes les obligations qui découlent de la Charte. Son omission constituerait non seulement une sérieuse violation d'obligations internationales, mais aussi une attaque contre les Nations

Suite page 2

«L'Etat est un facteur économique incontournable»

Interview de Christian Levrat, conseiller national, président du parti socialiste suisse

Horizons et débats: Le Conseil fédéral a assuré hier que nous maîtrisons la crise financière. Qu'en pensez-vous?

Christian Levrat: C'est en partie le rôle de nos autorités de rassurer la population. Mais j'ai l'impression que l'administration en fait trop. Personne ne croit que tout est sous contrôle: 700 milliards de dollars investis par le gouvernement américain pour racheter des actions pourries, des nationalisations de banques à répétition, une zone euro en récession, un pouvoir d'achat en baisse constante, des pertes en milliards pour nos caisses de pension, la situation n'est pas rose. Et le rôle du gouvernement serait aussi de le dire.

Quelles sont, à votre avis, les causes de cette crise et qu'en est-il de la Suisse?

Depuis trente ans, depuis Thatcher et Reagan, les ultra-libéraux dominant l'agenda politique. Ils ont dénigré l'Etat et tous les mécanismes de contrôle qu'il entendait instiller. Ils ont proclamé la victoire définitive du marché sur toute forme de décision collective. Et ils se sont trompés. Avec eux chez nous ceux qui plaident l'autorégulation des banques, le libéralisme économique comme horizon indépassable de toute politique publique. Nous exigeons depuis des décennies une autre politique économique. Il est temps

de changer de système, nous incarnons une alternative.

Quelles mesures devraient éventuellement être prises dans notre pays?

La Suisse n'échappera pas à la crise internationale. Nous devons d'abord agir sur la régulation du système financier, par exemple en augmentant massivement les fonds propres des banques, en limitant au strict nécessaire les liens entre banques d'affaires et banques de crédit, en protégeant mieux les petits épargnants. Il s'agit en second lieu de préparer notre pays à la récession qui menace en lançant sans attendre des investissements importants: nous exigeons la mise sur pied d'un programme d'impulsion visant à l'assainissement énergétique des bâtiments. Nous aurions alors une mesure efficace pour soutenir la conjoncture, favorable aux locataires et propriétaires, et favorisant une utilisation mesurée de nos ressources énergétiques.

Que faut-il changer à la politique économique?

Le primat du politique sur l'économie doit être réaffirmé. L'Etat est un facteur économique incontournable: comme régulateur bien sûr, mais également comme acteur direct

lorsque sont en jeu des infrastructures publiques ou des domaines sensibles. Les discussions actuelles sur une hypothétique intervention publique en faveur de l'UBS le montre: la distinction entre entreprise privée et sphère étatique n'est pas si claire.

Le citoyen a-t-il le moyen de se protéger individuellement de la crise?

Les épargnants peuvent partiellement se protéger de la crise financière en évitant les produits hautement spéculatifs. Malheureusement même des établissements sérieux comme le Crédit Suisse ont laissé croire ces dernières années que le casino de la finance internationale ne produirait que des gagnants. Il est probablement intelligent aujourd'hui de s'intéresser aux stratégies de placement de nos caisses de pension. Elles devraient réduire leurs positions très exposées, notamment celles qu'elles affichent auprès de fonds spéculatifs et de société de private equity. A long terme, j'espère vraiment que la population comprendra que les Ospels et autres rapaces du capitalisme ne doivent plus dicter l'agenda économique. Et qu'il est temps de donner le gouvernail à d'autres forces politiques que la droite libérale.

Merci beaucoup pour cette interview. •

Sommaire

L'Afghanistan: la faute

page 3

La página hispánica

pages I-IV

Il n'est guère possible de réparer les dégâts

page 5

L'Ukraine est-elle menacée par un coup d'Etat présidentiel?

page 6

Occident et Orient – coexister dans l'égalité, la dignité et le respect

page 7

Que feront les Etats-Unis lorsque leur empire se désagrègera?

Cette question engage la responsabilité de tous

par Karl Müller

Le 24 septembre, le groupe parlementaire des Verts (*Bündnis 90/Die Grünen*) a présenté au *Bundestag* une motion – passée sous silence par les médias – intitulée «Les opérations américaines contre-productives au Pakistan doivent cesser immédiatement». On y lit le passage suivant: «Les attaques menées depuis le début de l'année sur les régions périphériques du Pakistan par des commandos militaires américains ou par des drones, sur ordre du président des Etats-Unis et contre la volonté du gouvernement pakistanais, vont à l'encontre du but recherché et violent le droit international.» Ces actions militaires américaines affaiblissent le gouvernement pakistanais et risquent «de provoquer une déstabilisation de la puissance atomique pakistanaise, de même que de toute la région.»

En fait, il apparaît clairement que les Etats-Unis veulent intervenir militairement de façon massive au Pakistan ou pour le moins renforcer la pression sur le gouvernement afin d'imposer la mise en place de bases militaires importantes, dans le but de contrôler un pays de plus dans la région – et cela pas uniquement pour mieux pouvoir lutter contre les Talibans.

Car dans le passé ces derniers purent, au nez et à la barbe de l'armée et des services secrets américains, recruter de nouvelles forces dans les régions voisines de l'Afghanistan. *Christoph R. Hörstel* a pu le constater sur place au cours des dernières années et en délivrer une description détaillée dans son dernier ouvrage («Brandherd Pakistan. Wie der Terrorkrieg nach Deutschland kommt» [Le Pakistan, une poudrière. Comment la guerre terroriste arrive en Allemagne] – 2008, ISBN 978-3-426-78171-5).

Dans un chapitre intitulé «Sensation à la Chancellerie fédérale», Hörstel affirme: «J'ai pu m'entretenir en juin 2008, après avoir fait antichambre tant par téléphone que par courriels, avec un participant régulier des réunions hebdomadaires sur la «situation rapportée par les services secrets» à la Chancellerie. C'est le lieu où tous les services rapportent leurs connaissances du moment. Alors que je lui posais la question si les services secrets allemands (BND – Bundesnachrichtendienst) étaient au

courant de la double politique des Etats-Unis de renforcer subrepticement la guerre à l'Hindou Kuch pour pouvoir l'étendre ouvertement, il baissa la tête, semblant soudainement très fatigué, et avoua sans autre: «Oui, nous le savons.» Ce fut clair et sans ambages. Et c'était dit sur le ton de quelqu'un qui en savait un bout et s'appuyait sur des faits.»

Les Verts se plaignent dans leur motion du silence du gouvernement allemand quant à cette nouvelle violation du droit international par la politique états-unienne. Ce n'est toutefois pas par hasard. Ce gouvernement est au courant depuis longtemps et il participe à cette extension de la guerre qui lui ouvre de belles perspectives de gains commerciaux, comme cela ressort de l'article «Der nächste Krieg» [La prochaine guerre] daté du 24 septembre et qui se trouve sur le site Internet de *german-foreign-policy.com*.

Le gouvernement allemand devrait pourtant savoir que celui des Etats-Unis se trouve le dos au mur – et qu'il est capable, dans la mesure où il se trouve dans l'incapacité de changer radicalement sa politique, de se lancer dans toutes sortes de violations du droit international et de crimes. Et précisément actuellement au Pakistan. Qui sont réellement les auteurs du terrible attentat sur l'Hôtel Marriott à Islamabad? Il y a diverses théories à ce sujet. Selon certains spécialistes, le cratère devant l'hôtel aurait des ressemblances avec celui de l'attentat contre *Hariri* au Liban. Dans ce cas-ci on n'aurait – selon certains experts – pas utilisé d'explosif courant, mais une «Mini-Nuke», une bombe nucléaire miniaturisée avec une énorme capacité explosive. Quels sont les pays qui possèdent déjà de telles armes n'est pas vraiment connu. Il semble que les USA la possèdent. Selon certains spécialistes, les cratères des bombes utilisées par les Israéliens lors des attaques aériennes pendant la guerre du Liban ressembleraient à celui de l'attentat contre *Hariri*. Ce qui est certain, c'est que dans les cratères au Liban on a trouvé bien plus que de l'uranium naturel. Tout ceci soulève bien des questions qui exigent des réponses sérieuses.

Il semble que le gouvernement pakistanais soit décidé à réagir militairement aux

agressions américaines. Une information fait part du fait que le 22 septembre déjà l'armée pakistanaise a tiré sur un hélicoptère américain et le 25 septembre sur deux autres qui s'étaient introduits dans l'espace aérien pakistanaise à partir de l'Afghanistan. Le 24 septembre, on rapporta que les Pakistanais avaient abattu un drone américain. On se trouve donc face au grand danger d'une escalade et donc d'une nouvelle guerre – et cette fois-ci contre une puissance atomique. Et l'Allemagne ferait des affaires sur le dos des victimes de la guerre?

Il est fort souhaitable que les Verts allemands révisent sérieusement leurs positions. Il est à souhaiter que ce parti prenne au sérieux les interpellations des partis gouvernementaux et se souvienne de la politique de *Josef Fischer* [ancien ministre des Affaires étrangères sous le chancelier Schröder, un vétéran de guerre membre des Verts, ndt.] dans la mesure où dans cette situation hautement explosive au niveau mondial, il ne s'agit pas de mettre en avant ses propres désirs de pouvoir politique mais le bien de l'humanité.

Il en va de même de l'effondrement du système financier mondial. Il faut se rappeler que cette catastrophe financière a ses racines – après l'événement du 11 septembre 2001 et de la mise sur orbite d'une économie de guerre – dans la mise en place, politiquement voulue, d'une expansion du secteur immobilier et donc de la bulle immobilière impliquant une explosion du crédit. Il s'agissait

de maintenir en vie, par une conjoncture de consommation artificielle reposant sur le crédit, cette partie de l'économie américaine qui n'était pas liée au complexe militaro-industriel et de tenir ainsi la population en laisse. Et c'est une véritable effronterie de la part des responsables de ce désastre de vouloir, alors que tout cela éclate, mettre de façon quasi dictatoriale 700 milliards de dollars, plus les intérêts, à disposition, ceux-ci étant pris sur l'argent des contribuables. Et tout cela au service de la Réserve fédérale (FED – *Federal Reserve*, banque centrale des Etats-Unis) et à travers celle-ci des plus puissantes banques privées américaines.

Mais d'autre part, bien des gouvernements dans le monde portent leur part de responsabilité dans ce drame, alors qu'ils font semblant d'avoir toujours su où ils en étaient. Car ils furent très nombreux ceux qui espéraient profiter autant que possible de la situation. Personne donc ne peut se dérober à la responsabilité.

Bien au contraire – il est temps d'en prendre conscience. Et de se tenir les coudes, comme dans tous les domaines qui touchent l'humanité face aux lourds défis actuels. Peu importe de ce que chacun a pu commettre ou pour quoi il s'est engagé auparavant, car dans la situation actuelle l'humanité ne peut ni s'en tenir à un «train-train» stupide ni à une «stratégie du chaos». Il est temps de penser à des solutions constructives qui assureront un progrès pour l'humanité. •

L'Afghanistan: la faute

Jean-Paul Bled, professeur des Universités, Président d'honneur du RIF, Paris

Le drame de la vallée de Tagab était malheureusement prévisible. La France paie au prix fort dans la chair de ses soldats les conséquences de son alignement sur les Etats-Unis. Nicolas Sarkozy avait pourtant annoncé, durant le temps de sa campagne électorale, qu'une fois à l'Elysée, il la désengagerait d'Afghanistan. Il avait alors tenu des propos fort sages, expliquant qu'aucune armée étrangère, si puissante fût-elle, ne pouvait gagner ce type de guerre. Il n'a pas fallu longtemps pour vérifier qu'il ne s'agissait que d'une promesse électorale et de propos de circonstance en totale contradiction avec sa volonté d'effacer la politique d'indépendance de la France vis-à-vis de Washington.

Les limites de sa mission en Afghanistan avaient été clairement fixées à l'armée française. Elle devait contrôler Kaboul et participer à la formation de l'armée afghane. Malgré les pressions de *George W. Bush*, *Jacques Chirac* s'était refusé à élargir cet engagement. *Nicolas Sarkozy* ne s'est pas tenu à cette sage politique. Au printemps dernier, il annonçait, à Bucarest, le prochain retour de la France dans l'OTAN. En parallèle, la décision était prise de renforcer le dispositif militaire français en Afghanistan et d'en élargir les missions. Des militaires français prendraient la place d'unités américaines dans certaines zones de combat. C'est exactement ce qui s'est passé dans la zone où dix de nos soldats ont été tués.

Rien n'obligeait pourtant *Nicolas Sarkozy* à agir de la sorte. L'exemple de plusieurs de nos partenaires européens aurait dû lui enseigner davantage de clairvoyance. Malgré ses liens d'amitié avec le Président américain, *Angela Merkel* s'en est tenue aux choix de son prédécesseur et a confirmé son refus d'engager les soldats de la Bundeswehr dans les zones de combat avec les talibans. Tout se passe comme si *Nicolas Sarkozy* voulait être reconnu comme le meilleur élève de la classe atlantiste, le «brillant second» de l'allié américain.

A-t-on remarqué d'ailleurs comme *Nicolas Sarkozy* joue au clone de *George W. Bush*? Ce mimétisme qu'il emploie pour justifier sa politique. A Kaboul, il a appelé les soldats français à «continuer le travail» («the job» dit *George W. Bush*). L'armée française, explique-t-il, est engagée en Afghanistan pour y défendre la «liberté» et la «démocratie». Il

reprend à son compte le slogan de la «guerre contre le terrorisme». On croit entendre le président américain face au conflit irakien et maintenant à la guerre en Afghanistan.

Suppléments

Il faut dans un premier temps que la lumière soit faite sur les conditions dans lesquelles ces dix soldats sont morts. Les témoignages des survivants contredisent la version officielle avancée par le ministre de la Défense dès l'annonce de la nouvelle. Nos soldats ont-ils été aussi victimes d'erreurs de l'aviation américaine? La question mérite d'autant plus d'être posée qu'il y a des précédents. On se rappelle comment des militaires canadiens furent tués par des tirs «amis».

Il faut ensuite qu'un vaste mouvement s'organise pour exiger l'arrêt de cette politique. Déjà, à l'annonce de l'envoi de nouveaux contingents en Afghanistan, une large majorité de l'opinion s'y était déclarée hostile. L'histoire nous apprend que jamais une intervention militaire étrangère n'a été victorieuse en Afghanistan. Les Anglais, puis les Soviétiques en ont fait l'expérience. Faudrait-il que la liste des cerceaux s'allonge pour que le pouvoir se rende à cette évidence? •

Source: *L'Indépendance*, n° 49/septembre 2008

«Règle d'or de notre conduite ...»

suite de la page 1

Unies et leur capacité de travailler efficacement pour la paix.

Les Nations Unies ont institué officiellement 2009 comme *Année internationale de la réconciliation*. Nous devons commencer aujourd'hui à adopter cette attitude. Nous devrions sortir de ce débat général dans un esprit de réconciliation. Nous devons pardonner ceux qui nous ont infligé de grandes douleurs et souffrances, mais qui ont promis maintenant de ne plus nous attaquer.

Pardonnez-moi n'est jamais un signe de faiblesse. Au contraire, une grande vigueur spirituelle est nécessaire pour oublier et refuser de laisser le souvenir du passé empêcher d'atteindre les niveaux d'unité et de solidarité dont nous avons besoin pour bâtir un monde nouveau, possible, nous en sommes convaincus.

Dans un moment, j'aurai le grand honneur et le privilège d'inviter chacun de vous, représentants d'un Etat membre, à exposer à tour de rôle comment nous devrions relever les défis de notre époque et comment nous pouvons réaliser l'unité dont nous avons besoin pour le faire efficacement.

Le premier délégué que je prie avec fierté et plaisir de prendre la parole est un ami de longue date, le président *Lula* du Brésil, le plus grand pays de ma patrie au sens large, l'Amérique latine et les îles caraïbes.

Immédiatement après lui, j'aurai le grand honneur d'appeler notre cher frère le président *Bush* et de lui serrer la main. Ce qu'il nous dira sera d'une grande importance pour le monde. Après quoi je demanderai à notre très cher frère le président de la République française *Sarkozy*, actuellement président du Conseil de l'Union européenne, de prendre la pa-

role. Suivront les présidents des Philippines, du Gabon, de Bahrain, de ma patrie, le Nicaragua, du Libéria, de la Turquie, de l'Argentine, de Madagascar, de la Serbie et de la République unie de Tanzanie, président actuel de l'Union africaine. Je suis convaincu que l'esprit de notre cher frère et ami *Julius Nyerere* nous accompagnera et nous aidera à atteindre les nobles objectifs de ce débat général.

Cette déclaration liminaire vient du cœur. Elle est une accolade fraternelle de chacun, sans exception, *in caritate non ficta*, par amour véritable, pour reprendre une phrase de Saint Paul, qui a toujours été mon apôtre favori. Merci. •

(Traduction *Horizons et débats*)

* *Miguel d'Escoto Brockmann* est né en 1933 à Los Angeles, en Californie, et a passé son enfance au Nicaragua. En 1947, il est retourné aux Etats-Unis pour y étudier. Entré au séminaire catholique de *Mary Knoll* (New York) en 1953, il y a été ordonné prêtre en 1961. En 1962, il a obtenu un master à l'école de journalisme de l'Université de Columbia (ville de New York). Ordonné prêtre de la congrégation des missionnaires de *Mary Knoll* au début des années soixante, le père d'Escoto a beaucoup voyagé et visité la plupart des capitales. Il s'est rendu dans des régions reculées et difficiles d'accès et a consacré une grande partie de sa vie à soutenir les pauvres. En 1963, il a fondé au Chili l'Institut national de recherche et d'action pour la population (INAP), qui a pour but d'aider par des actions communautaires les populations défavorisées des bidonvilles de la périphérie de Santiago et d'autres villes à défendre leurs droits dans le monde du travail. En 1970, le père d'Escoto a pris la direction du département de communication sociale de *Mary Knoll* au siège de la congrégation à New York, où il a fondé la maison d'édition Orbis Books. En juin dernier, la candidature du père d'Escoto à la présidence de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies a reçu au sein de l'ONU l'appui unanime des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes. Son élection à ce poste a eu lieu le 4 juin.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Il s'agit de dissimuler toute preuve d'effets nocifs des armes à l'uranium

Interview de Doug Rokke, PHD, commandant, ancien directeur de l'«US Army Depleted Uranium Project»

Horizons et débats: Vous avez été directeur de l'«US Army Depleted Uranium Project» et vous êtes un spécialiste des effets de la guerre sur la santé et l'environnement. Pouvez-vous nous parler de la situation des anciens combattants depuis 1991?

Doug Rokke: Il y a eu de nombreuses victimes directes de la guerre qui ont subi des blessures mortelles (KIA: killed in action) dues à des projectiles et à des bombes, ou non mortelles (WIA: wounded in action). Mais la plupart des victimes de l'opération *Tempête du désert* (ODS) étaient des DNBI (disease and non-battle injuries). Cela signifie que ces atteintes ont été provoquées par des intoxications dues aux armes utilisées, à la destruction des entrepôts irakiens d'armes chimiques et biologiques qui avaient en grande partie été fournies à l'Irak par les Etats-Unis, à la destruction des infrastructures irakiennes qui a dégradé des corps organiques et anorganiques, à des substances biologiques et à des isotopes radiologiques qui sont utilisés ordinairement dans l'agriculture et l'industrie de même qu'en médecine, et à l'utilisation délibérée de munitions à l'uranium, qui sont chimiquement et radiologiquement toxiques. Selon le rapport GWIS¹ du Département américain des Anciens combattants, parmi les 696 842 soldats américains qui ont participé à l'opération *Tempête du désert*, au moins 78 559 sont morts maintenant et 278 713 ont demandé à bénéficier de soins médicaux à vie et d'une pension d'invalidité en raison de leurs blessures et de leurs maladies.

Les opérations *Liberté pour l'Irak* (OIF) [Irak depuis 2003] et *Liberté immuable* (OEF) [Afghanistan et ailleurs depuis 2001], qui se poursuivent, ont causé, selon le Pentagone, 30 642 WIA et au moins 4168 KIA.² Le *VA Health Care Utilization Report* de mars 2008 du Département des anciens combattants estime cependant qu'au moins 324 846 victimes DNBI de l'OIF et de l'OEF rendues à la vie civile sont actuellement malades et nécessitent des soins médicaux en raison de multiples problèmes de santé. Malheureusement, seuls 958 932 des 1 129 340 anciens combat-

¹ GWVIS = Gulf War Veteran Information System

² Site du Pentagone: www.defenselink.mil/news

Maladies dont souffrent les anciens combattants des opérations Liberté immuable et Liberté pour l'Irak (extrait)

Nombre des anciens combattants malades: 299 585

Diagnostiques (catégories ICD-9)	Nombre*	%
Maladies psychiatriques	120 049	40,1
Maladies du système nerveux et des organes des sens	98 741	33,0
Maladies respiratoires	57 312	19,1
Maladies du système digestif	92 943	31,0
Maladies de la peau et du tissu sous-cutané	46 137	15,4
Maladies du squelette, des muscles et du tissu conjonctif	137 361	45,9

* Données relatives à la période allant de 2002 au 30 septembre 2007 pour les patients hospitalisés ou ambulatoires. Le nombre de cas dépasse celui des patients car certains d'entre eux souffrent de plusieurs maladies.

Source: Analysis of VA Health Care Utilization Among US Global War on Terrorism (GWOT) Veterans. Operation Enduring Freedom, Operation Iraqi Freedom. VHA Office of Public Health and Environmental Hazards, January 2008

tants des OIF et OEF étaient encore en vie en février 2008 (*U.S. Department of Veteran Affairs Gulf War Veterans Information System Report*. Taper www.va.gov puis *GWVIS*). Les données publiées par le Pentagone sont donc en contradiction avec celles du *Département des anciens combattants*. Des informations apportées par des médias militaires (www.armytimes.com) et civils révèlent que les anciens combattants des OIF et OEF rentrent chez eux pour y mourir de maladies contractées au contact de substances toxiques et non à la suite de blessures dues à des bombes ou à des projectiles.

Comment ces chiffres élevés s'expliquent-ils?

Ils ne peuvent s'expliquer que par le fait que depuis l'été 1990, au cours des combats menés du golfe Persique à l'Afghanistan, les victimes ont été directement exposées aux effets complexes et cumulés de divers poisons: armes chimiques et biologiques, matériaux dangereux, maladies endémiques, résidus de sous-produits de munitions classiques, résidus d'incendies de puits de pétrole, pesticides, mauvaise qualité de l'eau et de la nourriture, réactions immunitaires et munitions à l'uranium. Bien que quelques-unes de ces expositions pourraient avoir été inférieures aux valeurs limites acceptées et recommandées par le *National Institute for Occupational Safety*

and Health (Recommended Exposure Limits – NIOSH REL.s: www.cdc.gov/niosh/npg/), les effets synergiques de l'ensemble des expositions ont entraîné des problèmes sanitaires multiples et complexes. (Une partie des diagnostics figure dans le tableau ci-dessus.) Le refus des médecins du Pentagone et du Département des Anciens combattants de prodiguer des soins aux malades ou le fait de les retarder délibérément ont eu pour conséquence, à la suite de diagnostics erronés ou de la volonté de nier les effets de ces expositions sur la santé, des soins inefficaces. Des troubles psychiques et psychiatriques classiques ont également été diagnostiqués mais quand on considère que les victimes souffrent également de graves troubles physiologiques tels que des troubles neurologiques ou respiratoires, il devient évident que beaucoup de ces problèmes psychiques et psychiatriques sont dus à une neurotoxicité.

Quelles différences y a-t-il entre les expositions connues et supposées qui ont fait des victimes parmi les civils et les soldats lors de l'OIF et de l'OEF et les risques auxquels ont été exposés les victimes de l'opération Tempête du désert?

Aujourd'hui, les dommages sanitaires dus aux combats en Irak, en Afghanistan, en Somalie, au Liban, dans les Balkans, en Géorgie et en Ossétie du Sud sont les suivants: mala-

Un expert militaire allemand raconte

Andreas K., 47 ans, était lieutenant-colonel de la Bundeswehr. Il était en pleine santé. En octobre 2006, il a été envoyé à Kundus. Là-bas, lors d'un déplacement avec deux sergents, il a échappé de justesse à une attaque à l'engin explosif improvisé (un de ces engins que l'on fait exploser à l'aide d'un téléphone portable). Contrairement à ses deux camarades qui furent gravement traumatisés, Andreas encaissa le coup. En décembre 2006, il consulta un médecin, à Kundus, pour des symptômes grippaux. Le médecin diagnostiqua une forme particulièrement agressive de leucémie. Andreas K. fut aussitôt transporté dans un hôpital militaire de Coblenz. Il y survécut quelques jours puis mourut au début de la nouvelle année. Son corps fut très vite incinéré.

Un expert militaire américain raconte

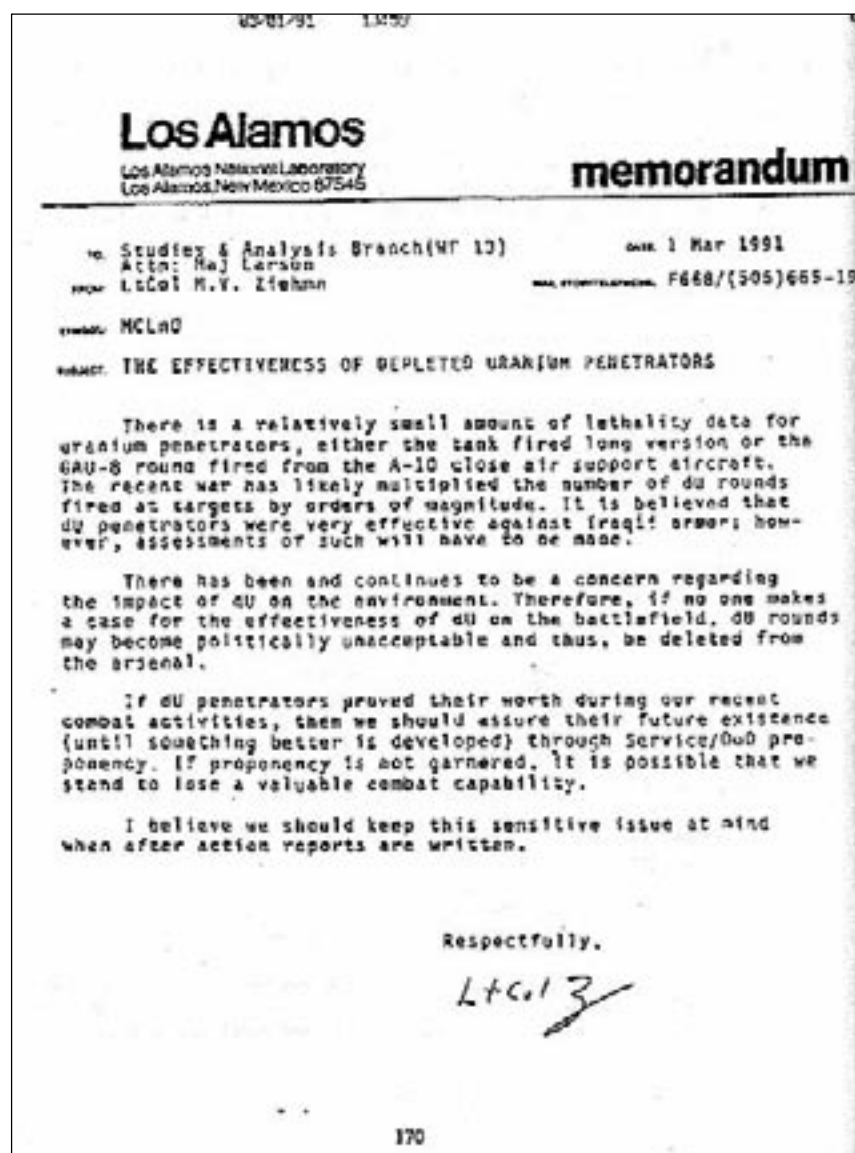
John N., 22 ans, venait de rentrer chez lui pour une permission de 18 jours après avoir servi comme soldat en Irak pendant 6 mois. Il était basé à 30 km au sud de Bagdad et effectuait la plupart du temps des patrouilles à bord d'un *Humvee*. Avant son retour, il commença soudain à cracher du sang et il présenta une étrange éruption sur le crâne. Mais une fois rentré chez lui, il se sentait bien, ne souffrait de rien. Il rendit visite à des amis, fit du sport. Cependant au bout de cinq jours, ses parents le trouvèrent mort dans son lit. Selon les médecins, il avait succombé à une insuffisance rénale et hépatique.

dies dues à la mauvaise qualité de l'eau et de la nourriture, maladies endémiques, contact avec des substances chimiques, biologiques et radiologiques dues à la destruction des infrastructures des pays en question, pesticides et usage massif d'armes à l'uranium contre toutes sortes de cibles: blindés, bâtiments (en particulier habitations civiles et stations d'épuration des eaux), et toutes sortes de véhicules civils. Cela a conduit à la contamination de l'air, de l'eau, du sol et de la nourriture. Les effets se sont produits par inhalation, ingestion de nourriture, absorption par la peau ou par des plaies ouvertes.

Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est l'usage continu de munitions à l'uranium par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, Israël et le Canada bien que des documents internes du Pentagone confirment les graves effets sanitaires à court et à long terme qu'elles entraînent. L'information interne qu'a fournie le colonel *J. Edgar Wakyama* de la direction du Pentagone avant le début des combats en Irak confirme tous les problèmes sanitaires prévus alors et diagnostiqués aujourd'hui qui sont liés à la toxicité chimique et radiologique des munitions à l'uranium (www.grassrootspeace.org/wakyama2.rtf ou www.grassrootspeace.org/wakyama2.pdf).

Pourquoi est-ce que l'on continue à ne rien vouloir savoir des effets nocifs de ces substances, et en particulier des munitions à l'uranium, sur la santé et l'environnement? La réponse est simple. Malgré leurs effets nocifs à court et à long terme sur la santé et sur l'environnement, ces munitions ont un tel potentiel destructeur que les pays qui les utilisent, en particulier les Etats-Unis, ne sont pas prêts à y renoncer.

Dès la fin des combats des troupes terrestres lors de l'opération *Tempête du désert*, les responsables du Pentagone ont pu-



Los Alamos

Los Alamos National Laboratory
Los Alamos New Mexico 87545

Memorandum

an: Studies & Analysis Branch (WF 13)
1^{er} mars 1991

Memorandum adressé au Major Larson
par le lieutenant-colonel M.Y. Ziehm
MCLnO

Objet: Efficacité des pénétrateurs à l'uranium appauvri

Il existe relativement peu de données sur l'effet létal des pénétrateurs à l'uranium appauvri, aussi bien en ce qui concerne la version longue tirée à partir de blindés que les munitions GAU-8 tirées depuis des avions A-10 afin de soutenir les troupes terrestres. La dernière guerre a probablement conduit à une multiplication relative des projectiles à l'UA tirés sur des cibles. On peut supposer que les pénétrateurs à l'UA se sont révélés très efficaces contre les blindés irakiens mais la question fera l'objet de nouvelles études.

Il existe des craintes quant à l'effet de l'UA sur l'environnement. Aussi les munitions à l'UA pourraient-elles s'avérer politiquement insoutenables et être retirées de nos arsenaux si personne ne souligne leur efficacité sur les champs de bataille.

Au cas où lesdits pénétrateurs auraient prouvé leur valeur dans les combats récents, nous devrions garantir leur avenir (jusqu'à ce que l'on trouve mieux) en nous assurant que les Forces armées et le Pentagone se prononcent en leur faveur. Si nous ne pouvons pas obtenir cet appui, nous risquons de perdre une arme précieuse.

Je suis d'avis que les rédacteurs de rapports d'opération devraient tenir compte de cette question délicate.

Veuillez agréer, ...

Lieutenant-colonel Ziehm

«Le Mémoire de Los Alamos signifie que tous ceux qui ont servi ou servent encore comme experts du Pentagone ainsi que ceux qui ont participé au nettoyage des sites contaminés ou soigné des victimes des munitions à l'uranium doivent mentir dans leurs rapports afin qu'il n'existe aucun document officiel prouvant les effets nocifs à court ou à long terme sur la santé ou l'environnement provoqués par l'usage ou la manipulation des munitions à l'uranium dans les combats, la recherche, les exercices de tir ou lors de leur fabrication, afin qu'il n'existe aucun document officiel prouvant la contamination qui en résulte pour le monde entier.»

«Il s'agit de dissimuler toute preuve ...»
suite de la page 3

blié des mises en garde et des directives dans lesquelles ils confirmaient ces effets nocifs et indiquaient ce qu'il fallait faire pour éliminer une partie du moins des armements et des installations détruites par l'UA. L'objectif était – et est encore – de faire en sorte que l'on puisse continuer à utiliser ces munitions à l'UA et en même temps d'échapper à la responsabilité de leur utilisation ainsi que d'éviter d'éventuelles conséquences diplomatiques et politiques qui conduiraient à ce que, dans le monde entier, on réclame immédiatement la fin de l'utilisation des armes à l'uranium, la décontamination de l'environnement et des soins médicaux immédiats et optimaux pour les victimes civiles et militaires.

Parmi les documents clés figure le *Mé-morandum de Los Alamos* du 1^{er} mars 1991 qui reconnaît les effets nocifs des munitions à l'uranium sur l'environnement mais demande au personnel du Pentagone de promouvoir leur utilisation en ignorant volontairement tous les rapports faisant état des effets nocifs pour l'environnement de l'utilisation des armes à l'uranium. [Nous reproduisons ce document dans sa version originale et en traduction afin que les lecteurs puissent y réfléchir et le faire connaître à tous leurs amis et à tous les soldats qui pourraient entrer en contact avec des munitions à l'uranium lors d'opérations militaires, à tous les politiciens, universitaires et membres des professions médicales qui pourraient être amenés à soigner des soldats ou des civils victimes d'armes à l'uranium.]

Le *Mé-morandum de Los Alamos* signifie que tous ceux qui ont servi ou servent encore comme experts du Pentagone ainsi que ceux qui ont participé au nettoyage des sites contaminés ou soigné des victimes des munitions à l'uranium doivent mentir dans leurs rapports afin qu'il n'existe aucun document officiel prouvant les effets nocifs à court ou à long

«Munitions à l'uranium appauvri» ou «munitions à l'uranium»?

hd. Officiellement – c'est-à-dire le Pentagone, l'OTAN et l'AIEA – on ne parle que d'armes/munitions à l'UA, c'est-à-dire d'armes/munitions à l'uranium appauvri, alors que Rokke et d'autres scientifiques n'utilisent plus que le terme d'armes/munitions à l'uranium. Pourquoi?

Le type d'uranium est déterminé par la proportion de ses isotopes. Ainsi, l'uranium naturel est composé de 99,28% d'U-238, de 0,72% d'U-235 et de 0,1% d'U-234. Selon la définition officielle du Pentagone, de l'OTAN et de l'AIEA, l'UA est composé de 99,8% d'U-238, de 0,2% d'U-235 et de 0,001% d'U-234. Pour son utilisation dans les munitions, on a besoin d'uranium composé de 90% d'U-235; pour les centrales nucléaires, il doit contenir 3-4% d'U-235. On dit qu'il est «enrichi». Les déchets du processus d'enrichissement contiennent donc moins d'U-235, c'est-à-dire 0,2% au lieu des 0,72% de l'uranium naturel.

D'autres isotopes comme l'U-232, l'U-233, l'U-236 et l'U-237 ne se trouvent pas dans l'uranium naturel et leur présence indique donc une source «non naturelle».

Le fait est que des analyses de laboratoire (notamment du *Harwell Laboratory*, le plus spécialisé de l'industrie britannique de l'uranium, auprès duquel l'armée britannique fait faire ses analyses) ont montré qu'à certains endroits – par exemple en Afghanistan, mais également au Liban – on avait utilisé des armes à l'uranium dont le rapport isotopique ne correspondait pas à celui défini pour l'UA par le Pentagone, l'OTAN et l'AIEA. En outre, on a toujours constaté la présence d'U-236, ce qui laisse supposer une autre source, en tout cas pas une source naturelle. L'analyse radiobiologique médicale effectuée par Doug Rokke a confirmé un rapport isotopique de 99,2% d'U-238 qui ne peut pas non plus provenir de l'uranium appauvri.

Pour de plus amples détails sur les effets de l'utilisation des armes à l'UA, cf. également: Asaf Durakovic, *Undiagnosed Illnesses and Radioactive Warfare*, in: *Croatian Medical Journal*, 44(5): 520-532, 2003 (traduction française dans le n° 36 du 17/9/07 d'Horizons et débats).

terme sur la santé ou l'environnement provoqués par l'usage ou la manipulation des munitions à l'uranium dans les combats, la recherche, les exercices de tir ou lors de leur fabrication, afin qu'il n'existe aucun document officiel prouvant la contamination qui en résulte pour le monde entier.

Le second document provient de la *Defense Nuclear Agency* (Agence nucléaire de la Défense américaine). Son auteur, expert américain réputé, a identifié d'innombrables problèmes, notamment la décontamination de l'environnement, les effets politiques et di-

plomatiques à long terme, la crainte que la presse ne soulève le problème et avant tout le fait que la contamination par les munitions à l'uranium représente une grave menace pour la santé. En conséquence, l'auteur insiste avec force sur la nécessité de procéder immédiatement à la décontamination de l'environnement et de prodiguer sans délai des soins médicaux aux victimes.

En résumé, nous avons d'une part deux documents prouvant les risques pour la santé et l'environnement entraînés par l'utilisation d'armes à l'uranium et d'autre part les col-

laborateurs du Pentagone qui recommandent de ne pas tenir compte de ces risques afin que les Etats-Unis et d'autres pays puissent continuer à utiliser ces armes en échappant à toute responsabilité.

A la suite de l'utilisation massive d'armes à l'uranium contre des cibles militaires et civiles lors de la destruction des infrastructures d'Irak, d'Afghanistan, de Somalie, du Liban, de la Géorgie et de l'Ossétie du Sud (et de la destruction probable de celles de l'Iran) ainsi que de pesticides, nous avons provoqué une pollution irréversible de l'air, de l'eau, du sol et de la nourriture.

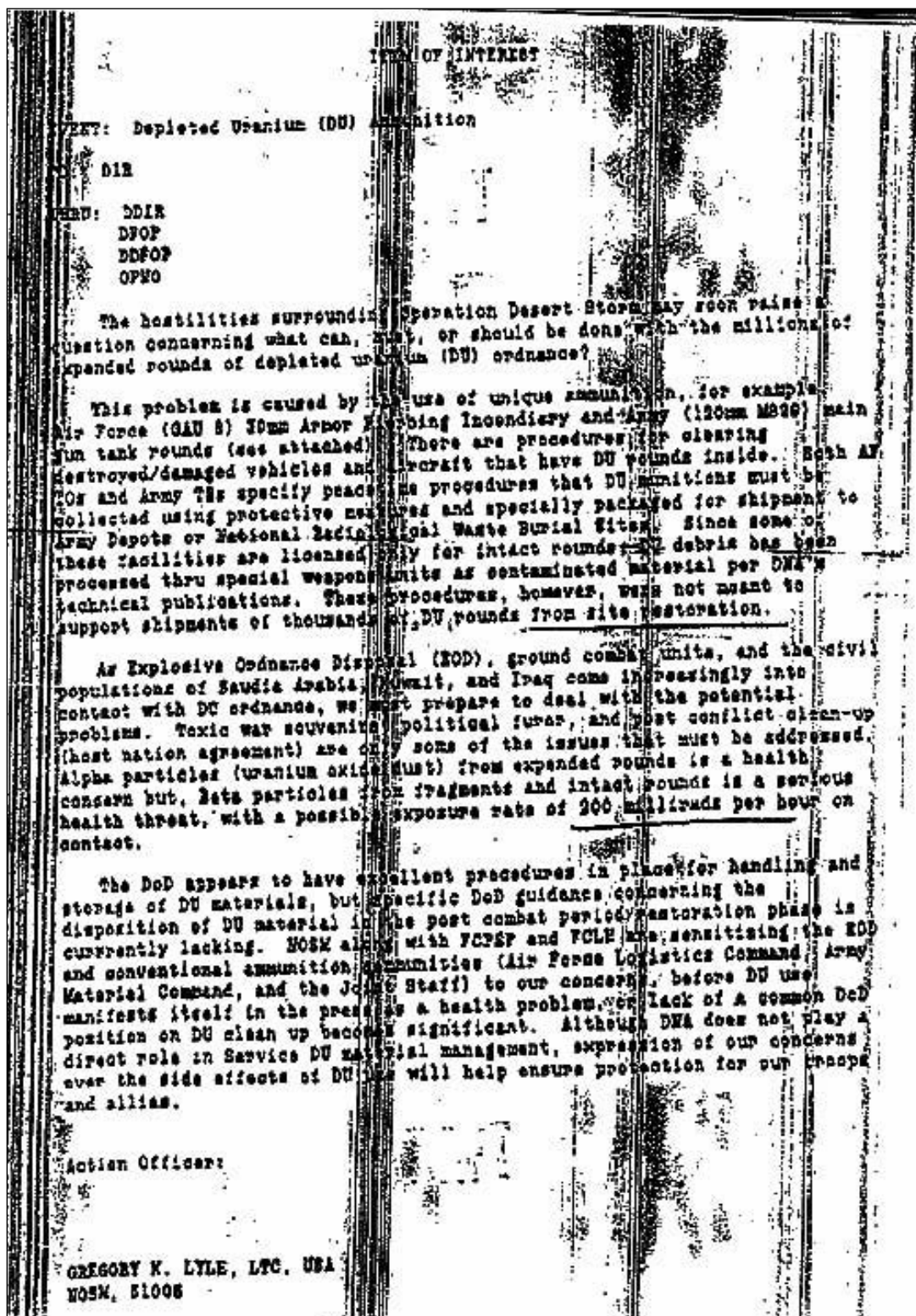
Que peut-on faire pour éviter les terribles conséquences pour la santé et l'environnement des opérations militaires actuelles?

Les Etats-Unis et leurs alliés doivent procéder au nettoyage complet de toutes les régions contaminées et prodiguer des soins médicaux immédiats et optimaux aux victimes militaires et civiles conformément à leurs prescriptions de toutes sortes! (www.grassroots-peace.org/depleted_uranium_regs.html).

En plus des 3500 soldats allemands qui sont déjà en Afghanistan, 1000 autres doivent y être envoyés. Nos lecteurs allemands tiennent sans doute beaucoup à savoir à quels dangers ces soldats s'exposent.

Il suffit d'avoir à l'esprit les problèmes de santé bien documentés dont souffrent plus de 500000 victimes des Forces armées américaines – sans parler des victimes civiles – problèmes non susceptibles d'être traités. Toutes les personnes – mères, pères, épouses, enfants, ecclésiastiques, universitaires et politiciens – qui permettent que des soldats allemands (ou d'autres pays) soient envoyés là-bas doivent être conscients que l'avenir de leur pays, la santé et la sécurité de tous les individus et la capacité de ceux qui reviennent blessés à prendre soin de leur famille

Suite page 5



Important

Objet: Munitions à l'uranium appauvri (UA)

- A l'adresse de:
DDIA
DSOP
DDFO
OPNO

Les combats livrés dans le cadre de l'opération Tempête du désert pourraient bientôt soulever la question de savoir ce qu'on peut, doit ou devrait faire des millions de munitions à l'UA qui ont été disséminées.

Le problème est posé par l'usage de munitions particulières, par exemple les obus incendiaires antiblindage de 30cm de l'armée de l'air et les obus (120 = M 829) destinés au canon principal des blindés (cf. annexe). Il existe des directives concernant le nettoyage des véhicules et des avions détruits ou endommagés dans lesquels se trouvent des projectiles à l'UA. Aussi bien les AF Tos [Air Force Technical Orders] que les Army TBs [Army Technical Bulletins] précisent comment, en temps de paix, les munitions à l'UA doivent être manipulées, en recourant à des mesures de protection, comment elles doivent être emballées en vue de leur transport vers les dépôts de l'Armée ou les sites nationaux de décontamination des déchets radioactifs. Comme certaines de ces installations ne sont autorisées que pour les munitions intactes, les restes de certaines munitions ont été décontaminés par des unités spéciales selon les directives techniques de la DNA. Cependant cette procédure n'était pas prévue pour le transport de milliers de munitions à l'UA lors de la réhabilitation des champs de bataille.

Comme l'*Explosive Ordnance Disposal* (EOD), les troupes terrestres et la population civile d'Arabie saoudite, du Koweït et d'Irak entrent de plus en plus souvent en contact avec des munitions à l'UA, nous devons nous préparer à résoudre ce problème potentiel. Les retombées toxiques de la guerre, l'indignation des politiques et les opérations de nettoyage après le conflit (sur la base d'un accord avec le pays hôte) ne sont que quelques-uns des problèmes à aborder. Les particules alpha (poussière d'oxyde d'uranium) des munitions qui ont été tirées posent un problème sanitaire mais les particules bêta de fragments de munitions ou de munitions intactes constituent, à raison d'un taux d'exposition éventuel de 200 milliards/h suite à un contact corporel, une grave menace pour la santé.

Le ministère de la Défense dispose apparemment d'excellentes directives pour le transport et le stockage de matériel à l'UA mais actuellement il n'existe pas de directives du Pentagone pour l'élimination de matériel à l'UA après les combats et dans la phase de réhabilitation.

NOSM, FOPSP et FCLE sensibilisent actuellement l'EOD et ceux qui ont affaire à des munitions classiques (l'Air Force Logistics Command, l'Army Material Command et l'état-major interarmées) à nos préoccupations avant que la presse ne soulève les problèmes sanitaires posés par l'utilisation de l'UA ou que l'absence de position du ministère de la Défense sur l'élimination de l'UA ne devienne lourde de sens. Bien que la DNA ne joue pas de rôle direct dans la gestion du matériel à l'UA par les Forces armées, l'expression de nos inquiétudes à propos des effets secondaires de l'utilisation de l'UA contribuera à assurer la protection de nos soldats et de ceux de nos alliés.

Action officer:
Gregory K. Lyle, LTC, USA

«Le second document provient de la Defense Nuclear Agency (Agence nucléaire de la Défense américaine). Son auteur, excellent expert américain, a identifié d'innombrables problèmes, notamment la décontamination de l'environnement, les effets politiques et diplomatiques à long terme, la crainte que la presse ne soulève la question et avant tout le fait que la contamination par les munitions à l'uranium représente une grave menace pour la santé. En conséquence, l'auteur insiste avec force sur la nécessité d'effectuer immédiatement la décontamination de l'environnement et de prodiguer sans délai des soins médicaux aux victimes.»

PNEC – «Project for the New European Century», un proyecto para el Nuevo Siglo Europeo

por Jochen Scholz*

A buena parte de la población alemana le parece indecente que un Estado tenga «intereses», aun cuando es evidente que otros Estados tienen intereses en Alemania. Quizá sea ésta la razón del entusiasmo con que se debate en nuestro país acerca de los derechos humanos y la liberación del burka. Con el trasfondo de la historia alemana de 1933 a 1945 y la soberanía limitada hasta 1990, es comprensible que la vinculación y la subordinación a Occidente durante la confrontación de sistemas, con su específico contexto político y de seguridad, dejara poco margen para formular y perseguir políticamente intereses propios. El gigante económico de la República Federal eligió el camino – vigente hasta hoy – de una identificación exagerada con la potencia dominante de Occidente, bajo la rúbrica «comunidad de valores transatlántica».

Ha contribuido a ello de manera decisiva el hecho de que los EE.UU. – por propio interés –, tendieron puentes para la reincorporación de Alemania a la comunidad internacional, descargando así a los alemanes colectivamente de su pasado nazi. Por eso, en Washington se observó con desconfianza el intento de Willy Brandt, en interés de Alemania, de buscar un equilibrio de las relaciones exteriores estableciendo lazos con sus vecinos del este, la RDA y la Unión Soviética. Como luego se ha puesto de manifiesto, la «apertura hacia el Este» se convirtió en el catalizador de un proceso que ha llevado a los EE.UU. a una dominación sin precedentes, como única superpotencia, desde 1990. De tal modo que el único intento de la República Federal de emanciparse parcialmente de la potencia dominante – ironías de la Historia – ha servido finalmente a los intereses de ésta.

La relativamente clara situación geopolítica de la guerra fría ha cambiado de manera radical. El contexto, totalmente diferente, desde el final de la confrontación entre el Este y el Oeste, el proceso de integración europea, la progresiva globalización de la economía y la comunicación y los nuevos centros de poder que se están creando ejercen una influencia cualitativamente diferente sobre las relaciones internacionales. Las empresas estadounidenses se han adaptado en parte mejor, ya que la política les allana el camino, haciendo uso de la fuerza bruta si es preciso. La política y la economía alemana y europea, por el contrario, se mantienen a la defensiva y se aferran a una tradicional identificación con los intereses transatlánticos, en lugar de tomar la iniciativa y distanciarse de la estrategia de seguridad nacional de los EE.UU., cuyos orígenes se remontan a la época de la caída de los países del Este. Véase «Rebuilding America's Defenses» (Reconstruyendo las defensas de América),¹ editado por Paul Wolfowitz.

Esta actitud tiene, no obstante, consecuencias negativas en la economía alemana y europea. Ejemplos concretos de los últimos años así lo ponen de manifiesto.

El que marca la pauta

En 2003, apareció en el *Managemagazin* el siguiente comentario:

«Los EE.UU. marcan la pauta: militar, política, social, jurídica, cultural y moralmente. La fuerza normativa de lo fáctico, el monopolio del lenguaje que ejerce el poder, la pretensión de liderazgo y de tener la última palabra sobre lo que es justo y lo que no – casi ilimitada y exenta de vacilación – de las élites estadounidenses, determinan de manera cada vez más irritante lo que en el mundo se piensa y ha de pensarse, lo que se hace y lo que ha de hacerse. Los afectados tienen que plegarse a ello, lo quieran o no y, a menudo, a un alto precio. No hace falta ser un «Estado canalla» para experimentarlo. Y cada



vez puede resultar más costoso. Tan costoso que hay que hablar de graves daños económicos; daños que se experimentan de forma directa, inmediata, individual».²

En concreto: En virtud del *Iran and Libyan Sanctions Act*³ el Gobierno estadounidense obligó a Thyssen-Krupp a la readquisición de 16,9 millones de acciones propias que estaban en manos del *IFIC Holding AG* Essen, al precio de 24 euros por acción (cambio del día: 9 euros). De ese modo, la cuota de participación del *IFIC* – propiedad en parte de Irán – en el *ThyssenKrupp AG* se redujo al 5%, empeorando aún más el balance negativo de la empresa. Se aplicó el parágrafo 71, párrafo 1, nº 1 de la ley sobre acciones (defensa ante un daño grave e inminente) debido a la amenaza de los EE.UU. de vetar a las empresas del consorcio su acceso al mercado estadounidense. Hay más ejemplos.

No hubo reacción por parte del Gobierno Federal. El articulista, poco sospechoso de tendencias marxistas o antiamericanas, ve en ese suceso un motivo para pedir a la política y economía europeas, «en particular, a los comités de crisis y planificación de las empresas europeas», «la adaptación de sus estrategias y tácticas al «nuevo orden mundial». De lo contrario, no serán capaces de responder adecuadamente a los riesgos empresariales que se derivan de este nuevo orden». Estoy de acuerdo con *Johannes Reich*, presidente de *Metzler Equities*,⁴ pero voy un paso más allá.

Dos desafíos

El resto del mundo, aparte de EE.UU., se enfrenta a dos desafíos que delimitan su margen de maniobra:

- la supremacía militar de EE.UU. tras el colapso de la Unión Soviética, y
- un orden económico mundial adaptado a las necesidades de un determinado segmento de la mayor economía nacional, con la ayuda del dólar como moneda de referencia y, cuando es preciso, del control militar.⁵

Existe entre ambos una fructífera relación recíproca. Son los pilares del nuevo orden mundial. El estudio arriba mencionado, «Rebuilding America's Defenses», de la fábrica de pensamiento republicana *Project for the New American Century* (PNAC)⁶ pretende que los EE.UU. deben ser claramente superiores a cualquier coalición de países. Se refiere explícitamente al aspecto militar en todas sus dimensiones y a la economía. Menciona a los potenciales competidores que hay que mantener a raya. Entre ellos se encuentran la Unión Europea y China. El objetivo de una *Full Spectrum Dominance* de los EE.UU., exclusivamente militar en su origen, se extiende ahora a todos los ámbitos de las relaciones internacionales y a todo el territorio mundial. En la entrega del Premio Nobel de 2005, el escritor inglés Harold Pinter dijo a este respecto:

«I have said earlier that the United States is now totally frank about putting its cards on the table. That is the case. Its official declared policy is now defined as «full spectrum dominance». That is not my term, it is theirs. «Full spectrum dominance» means control of land, sea, air and space and all attendant resources.»⁷

[«Dije antes que los EE.UU. son totalmente francos y ponen sus cartas sobre la mesa. Así es. Su declarada política oficial se define ahora como «full spectrum dominance». La expresión no es mía, sino de ellos mismos. «Full spectrum dominance» significa el control de la tierra, del mar, del aire y del espacio, así como de todos los recursos que hay en ellos.»]

Al documento subyace la ahistórica idea de que los EE.UU. podrían no sólo afirmar su posición hegemónica a la larga, sino también extenderla mediante un desarrollo parcialmente dinámico contra otros centros de poder. La consecuencia lógica es que el derecho internacional vigente es un obstáculo a remover en ese camino y que, en las relaciones internacionales, a la hora de resolver problemas y conflictos, la multilateralidad sólo entra en consideración si sirve a los intereses estadounidenses.

Esto se expresa abiertamente, como lo muestran los temas de una conferencia para representantes gubernamentales de alto rango de Europa del Este, celebrada a finales de abril de 2000 en la ciudad eslovaca de Bratislava. Dicha conferencia fue organizada por el Departamento de Estado y la *New Atlantic Initiative*,⁸ que es un proyecto del instituto de política exterior republicano *American Enterprise Institute*. El único político alemán invitado fue el diputado de la CDU *Willy Wimmer*. Es miembro de la Comisión de Exteriores del Parlamento alemán y fue Secretario de Estado en el Ministerio de defensa de 1987 a 1992. Resumió los resultados de la conferencia en una carta dirigida al entonces canciller. Así valora Wimmer lo expuesto:

«Del lado americano parece que, para alcanzar sus metas, en el contexto global pretenden acabar deliberadamente con el orden jurídico internacional establecido en el último siglo como consecuencia de dos guerras mundiales. El poder debe preceder al derecho. Si el derecho internacional se interpone en el camino, hay que eliminarlo. Cuando la Liga de Naciones llegó a un punto parecido, no estábamos lejos de la 2ª Guerra Mundial. Un pensamiento que sólo atiende a los intereses propios, de manera tan absoluta, sólo puede calificarse de totalitario.»⁹

Demócratas y republicanos: crítica de los métodos con iguales objetivos

Sería ilusorio suponer que las ideas estadounidenses acerca de la relación del resto del mundo con los EE.UU. se limitan al espectro neoconservador de las élites de ese país. El *Progressive Policy Institute* (Instituto de Política Progresista), uno de los ins-

A nos lecteurs

L'article de grande importance que nous reproduisons ci-joint en espagnol sur 4 pages supplémentaires a déjà paru en français dans *Horizons et débats* n° 37 du 15 septembre, en allemand dans *Zeit-Fragen* n° 37 du 8 septembre et en anglais dans *Current Concerns* n° 9/10 d'octobre 2008. Il est téléchargeable sur les sites respectifs de nos publications.

titutos de política exterior más próximos al Partido Demócrata, publicó en octubre de 2003 la «Democratic National Security Strategy».¹⁰ Su idea central puede resumirse de la siguiente manera:

El Gobierno de Bush ha despertado susceptibilidades entre nuestros aliados; esto ha sido una necesidad, pues los necesitamos para impulsar nuestros intereses.

Esto no es más que una crítica de los métodos, con los mismos objetivos. Tiene tan poco que ver con los planteamientos de la Europa continental sobre un sistema internacional que funcione correctamente como la política hegemónica, cada vez más brutal, del actual Gobierno estadounidense desde el 11 de septiembre de 2001. «America first» es el denominador común demócrata-republicano y la constante de la política estadounidense, a la que Europa y los demás centros de poder del mundo han de amoldarse.

Multilateralismo frente a la ley del más fuerte

Pero, sobre todo: bajo estas condiciones, dictadas por el más fuerte, las invocaciones a una comunidad de valores transatlánticos se muestran como pura ilusión. «America first» es el programa opuesto al multilateralismo, que en Europa, por desgracia, está más presente en los discursos dominicales que, de manera activa, en la agenda internacional. El multilateralismo no es un acto académico, sino que surge como concepto para la convivencia en nuestro planeta a partir de las dolorosas experiencias históricas que los europeos han tenido que sufrir desde hace siglos y, especialmente, en el siglo XX, con dos guerras mundiales. Hasta ahora los EE.UU. se han librado de ellas. La conciencia colectiva de sus ciudadanos está, en esa medida, en un estado de inocencia, lo que puede explicar el, por lo general, amplio acuerdo popular inicial con todas las guerras. El multilateralismo, por tanto, se asienta sobre unos actores en pie de igualdad, un conjunto de reglas fiables y seguras, un equilibrio de intereses y el imperio del derecho.

Por cualquier medio

Echar un vistazo al presupuesto de defensa – como eufemísticamente se denomina – de los EE.UU. resulta muy clarificador. Para el año fiscal de 2008 asciende a 500 mil millones de dólares, más 200 mil millones para las guerras en Irán y Afganistán. (Para comparar: el presupuesto militar alemán asciende en 2008 a 29 300 millones de euros = 43 300 millones de dólares). No existe ni una sola amenaza real que justifique esa cantidad. Sirve sólo a un propósito: adquirir ventaja por medios militares en la lucha geoeconómica por unas materias primas cada vez más escasas y por unos mercados cada vez más disputados.

A este respecto, un serie de citas del documento de Wolfowitz:¹¹

«At present the United States faces no global rival America's grand strategy should aim to preserve and extend this advantageous position as far into the future as possible. There are, however, potentially powerful states dissatisfied with the current situation and eager to change it, if they can. The US must discourage advanced industrial nations from challenging our leadership, or even aspiring to a larger regional or global role.»

[«En el presente los EE.UU. no están enfrentados a ningún rival global [...]. La gran estrategia de América debería enfocarse a

* Jochen Scholz es teniente coronel en excedencia y, tras 38 años como oficial de la *Luftwaffe*, es ahora asesor en temas de política exterior. Durante sus últimos seis años de servicio en el ministerio de defensa ha formado parte del equipo del Inspector General. Antes, estuvo 12 años en organismos de la OTAN y seis en el Estado Mayor de la organización.

«PNEC – «Project for The New ...»

continuación de la página I

mantener en el futuro esta ventajosa posición tanto tiempo como sea posible y a ampliarla. Existen, no obstante, Estados potencialmente poderosos que están descontentos con la situación actual y con ganas de cambiarla, si pueden. Los EE.UU. han de disuadir a las naciones industrialmente avanzadas de poner en cuestión nuestro liderazgo o de aspirar siquiera a jugar un papel mayor en un ámbito regional o global.»]

Para la consecución de estos objetivos se piensa también en medios inhumanos y racistas, como lo muestra la reflexión, al final del documento, en la que se ofrece un panorama de cuáles puede ser los programas que se desarrollen en el futuro. No debemos perder de vista que Wolfowitz fue ministro de defensa adjunto desde 2001, y que entre los autores del documento se cuentan Robert Kagan (del Carnegie Endowment for International Peace [Fundación Carnegie para la Paz Internacional]) y William Kristol (del *The Weekly Standard*):

«And advanced forms of biological warfare that can target specific genotypes may transform biological warfare from the realm of terror to a politically useful tool.»

«Y formas avanzadas de la guerra biológica que se dirijan a genotipos específicos podrían transformar la guerra biológica, extraída del terreno del terror, para convertirla en una útil arma política.»]

Ante tal forma de pensar, establecer comparaciones históricas con el pasado reciente no tiene nada de disparatado. La palabra precede siempre a los hechos. George Orwell escribió: La guerra es la paz. El ciudadano medio de la «comunidad de valores occidental» casi nunca se entera de estas cínicas instrucciones. En cualquier caso, no ocuparon ningún espacio en los medios de comunicación dominantes alemanes. [...]

En consecuencia, sucumbe al efecto simbólico de la estatua de la libertad, ignorante de que, dentro de los EE.UU., la vigencia de su mensaje cada vez es menor desde el 11 de septiembre y de que, fuera del territorio estadounidense, éste no ha jugado ningún papel desde los tiempos del presidente John Quincy Adams.¹² En un discurso conmemorativo pronunciado el 4 de julio de 1821, Adams dijo que una guerra sólo estaría justificada si los derechos o la seguridad de la propia nación estuvieran directamente amenazados, y continuó:

«Wherever the standard of freedom and Independence has been or shall be unfurled, there will be her heart, her benedictions and her prayers be. But she goes not abroad, in search of monsters to destroy. She is the well-wisher to the freedom and independence of all. She is the champion and vindicator only of her own. She well knows that by once enlisting under other banners than her own, were they even the banners of foreign independence, she would involve herself beyond the powers of extrication, in all the wars of interest and intrigue, of individual avarice, envy, and ambition, which assume the colors and usurp the standard of freedom.»¹³

«En todo lugar en que el estandarte de la libertad y la independencia se ha desplegado o se despliegue algún día, allí estarán su corazón, sus bendiciones y sus plegarias. Pero no sale al extranjero en busca de monstruos que destruir. Alberga deseos de libertad e independencia para todos. Sólo es dueño y defensor de sí mismo. Sabe muy bien que si alguna vez se alista bajo una bandera distinta de la propia – ya fuera la bandera de la independencia de otro país – se enredaría, más allá del poder de la liberación, en todas las guerras de intereses e intrigas, de avaricia individual, de envidia y ambición, que adoptarían los colores de la libertad y usurparían su estandarte.»]

El mundo podría darse con un canto en los dientes si esta máxima de actuación fuera válida también para sus sucesores. [...]

En lugar de eso, agitan el fantasma de la amenaza de la seguridad nacional para ocultar sus intereses imperiales. En el ataque de 2003 a Irak, los intereses, los métodos y la retórica de legitimación se mezclan como en una cocotela.

Está claro que las 200 000 entusiasmas personas que se reunieron alrededor de la Columna de la Victoria durante la visita del posible presidente demócrata, Obama, el 24 de julio de 2008, no eran conscientes de las constantes y las fuerzas que impulsan la política exterior estadounidense, de su orientación geoestratégica, lo cual vale tanto para los republicanos como para los demócratas. EE.UU. ha participado en dos guerras mundiales para convertirse en una potencia euroasiática que lleve la batuta en el continente. Con el colapso de la Unión Soviética, ha desaparecido el principal obstáculo en el camino hacia los mercados y reservas energéticas de Asia central. Esta oportunidad histórica sin precedentes se ha traducido también, desde entonces, en una actitud de la política estadounidense cada vez más agresiva hacia sus aliados, mientras en Europa se sigue soñando con los «dividendos de la paz». En el terreno institucional, ejerce su hegemonía sobre la OTAN y la OSCE. El amenazante peligro – bajo el punto de vista de EE.UU. – de que, con su *Política Europea de Seguridad y Defensa* (PESD), Europa pudiera soltar un poco las amarras fue conjurado provisionalmente con el acuerdo «Berlín Plus».¹⁴

Corresponsabilidad europea

Si bien los EE.UU. saben utilizar con habilidad los diferentes intereses y los recelos históricos de los europeos para enfrenarlos entre sí, también es cierto que para ese juego hacen falta dos. La guerra de los Balcanes; la ampliación de la OTAN hacia el Este; el nuevo concepto de intervención estratégica de la OTAN de 1999, al margen de la Carta de las Naciones Unidas; y los ilegales ataques sobre Irak y Afganistán¹⁵ fueron y son respaldados por la UE. La UE es, por tanto, corresponsable. Que todo ello fuera iniciativa del presidente demócrata Clinton es indicativo de que los intereses trascienden a la diferencia de partidos.

Los intereses de EE.UU. trascienden a la diferencia de partidos

Un vistazo – inevitablemente tosco – a las condiciones, mecanismos e instrumentos del «nuevo orden mundial», así como la respuesta a la pregunta *cui bono* (¿a quién beneficia?), lo ponen de manifiesto.

- La conformación de unas relaciones internacionales basadas en el derecho del más fuerte, una vez desaparecido el equilibrio geoestratégico. Los EE.UU. – que fueron el motor del actual ordenamiento jurídico internacional – ven hoy en las Naciones Unidas un obstáculo.
- La preponderancia de la escuela monetaria y de los principios del Consenso de Washington¹⁶ en la economía. Ninguno de ambos surgió en un vacío social. Están profundamente enraizados en el modelo social angloamericano, diametralmente opuesto al europeo. No obstante, se ponen en práctica dogmáticamente sólo hacia el exterior, mientras que la política financiera y económica estadounidense es del todo pragmática.
- Dominancia en los organismos internacionales relevantes: Banco Mundial, FMI, G 7/8 y la OMC, así como la OTAN, bajo el lema «America first».
- Mantenimiento de la posición del dólar, sin precedentes en la historia, como moneda de referencia mundial: los bancos centrales la necesitan para luchar contra las crisis monetarias, los Estados para sus exportaciones y para la importación de petróleo y bienes manufacturados, y los países emergentes y los que están en vías de desarrollo para pagar las deudas al FMI y a los denominados Clubes de París y Londres.¹⁷ Todos los bienes importantes del comercio mundial se facturan en dólares.
- Desde el abandono del patrón oro y el teórico ascenso de la demanda de dólares en varios cientos por ciento, debido al extraordinario incremento del precio del crudo en los 70, los inversores ya no tienen prácticamente ninguna influencia en la impresión de moneda estadounidense.¹⁸
- Desde hace más de dos décadas, los EE.UU. practican de forma casi sistemática una política comercial y presupuestaria deliberadamente deficitaria. Pese a que el dólar es inflacionario, se sigue aceptando como moneda de pago y en el mer-

cado mundial de capitales. La razón fundamental es el miedo al colapso, la falta de coraje para proponer alternativas y el hasta ahora exitoso mensaje de que sólo los EE.UU. pueden garantizar seguridad frente a las amenazas del mundo. Allí donde esta fe se desmorona, se provoca inestabilidad y se hace regresar a los disidentes al buen camino.¹⁹

- El sistema basado en el dólar obliga a las economías a orientarse a la exportación, sometidas así, lo quieran o no, a las condiciones impuestas por la OMC, el FMI y el Banco Mundial. Los que más sufren esta situación son los países emergentes y los que están vías de desarrollo, al quedar sometidos al FMI. Éste se preocupa de poner las condiciones para que las ganancias obtenidas con el comercio exterior se destinen al pago de la deuda, en lugar de al desarrollo económico del país. Economías exportadoras de alta productividad, como la alemana, quedan sometidas a la presión competitiva de la globalización, cuyas reglas son establecidas al otro lado del Atlántico. La presión se traslada al interior. El resultado puede verse en las consecuencias de la llamada *Agenda 2010*, sacada adelante contra viento y marea por el canciller Schröder.

- Los EE.UU. pueden permitirse un exorbitante déficit comercial de más de 500 mil millones de dólares, un déficit presupuestario de igual magnitud y un endeudamiento neto de 3,7 billones con el resto del mundo. Es ese resto del mundo el que financia su déficit, mientras los bancos centrales colocan los beneficios obtenidos de las exportaciones en bonos del tesoro estadounidenses, supuestamente seguros. Los Estados de la ASEAN (Asociación de Naciones del Sureste Asiático) + 3 reinvierten ahí el 80% de su superávit comercial y poseen alrededor del 90% de las reservas mundiales de dólares. Las reservas de divisas ascienden actualmente en China a 1,8 billones de dólares, la mayoría en moneda estadounidense.

Simplificando: Si ponemos el déficit en relación con el presupuesto militar (400 mil millones de dólares), resulta que los rivales de los EE.UU. financian a éstos su capacidad para proyectar su poder, en el sentido del documento de Wolfowitz, dándoles además una propina. El anterior canciller alemán, y ahora coeditor del semanario *Die Zeit*, Helmut Schmidt, pregunta por ello a los candidatos presidenciales: «Su política presupuestaria y financiera, ¿tratará de equilibrar el enorme déficit exterior? ¿Dejarán los EE.UU. de utilizar una gran parte de los ahorros y el capital acumulado de otras naciones? ¿Están ustedes a favor de un acuerdo para ordenar y vigilar los mercados financieros mundiales y poner freno a la especulación?»²⁰

- Los principales beneficiarios de este sistema son *Big Oil* (las mayores compañías petrolíferas. N. del T.), el conglomerado financiero correspondiente, así como el conjunto de la industria militar. Entre los perdedores está no sólo gran parte del mundo, sino también amplios sectores de la industria estadounidense, que, entretanto, pierden su capacidad para competir en el mercado mundial. La economía estadounidense se ha convertido en buena medida en una economía principalmente importadora y consumidora financiada por medio de créditos. Al presidente saliente, airados obreros de la industria del Medio Oeste así se lo hicieron saber, de manera drástica, en su última campaña electoral. Los llamados campeones de la exportación se solazan – aún – bajo una luz engañosa.

Elementos indispensables de la economía

En la actualidad y a medio plazo, el petróleo y el gas son recursos insustituibles para la economía y, con ella, para el desarrollo, el poderío y la capacidad de influencia. En el contexto de la declarada *grand strategy* de los EE.UU. es más que llamativo que un tema decisivo, hasta ahora predominante, se discuta a puerta cerrada y no sea objeto de un debate público (mundial), como por ejemplo sucede con la cuestión del cambio climático. Me refiero al *Peak Oil*.²¹ Los economistas señalan, tranquilizadores, a las reservas disponibles, confiando en los datos aportados

por las grandes compañías petrolíferas. Esto es con toda probabilidad engañoso, ya que elude el meollo de la cuestión, y se incluyen ahí en parte los llamados *recursos*. Éstos no son, sin embargo, más que yacimientos cuya existencia se supone.

La cuestión decisiva, según reputados geólogos del petróleo,²² es otra: *¿En qué momento se alcanza el punto de mayor capacidad de extracción mundial a partir del cual ésta desciende continua e irremisiblemente?* El contexto es el siguiente: Cuando se ha explotado el 50% de un yacimiento petrolífero, los gastos técnicos y energéticos para la explotación del resto aumentan exponencialmente. Como es natural, no es posible determinar con precisión cuándo se alcanzará ese punto. Los especialistas lo sitúan entre 2010 y 2020. Pero, al mismo tiempo, está aumentando la demanda de los países emergentes. China, que consume el 20% de la cantidad extraída en todo el mundo, es hoy en día el segundo mayor importador de petróleo, tras los EE.UU.

Control de la economía mundial

The Cheney National Energy Report, de abril de 2001,²³ en conexión con los pronósticos de los geólogos y la *grand strategy* del PNAC, proporciona explicaciones más sólidas acerca de la política exterior, económica y financiera estadounidenses y de las intervenciones militares de los últimos años que nuestros astrólogos transatlánticos de la política y los medios de comunicación especialistas en la Casa Blanca. Más aún si tenemos en cuenta que los autores del PNAC no son gurús mediáticos, sino personas que durante años han ocupado puestos de responsabilidad en diversas administraciones y que desempeñan funciones directivas en la industria petrolera estadounidense. Una lista de los Estados y regiones que, junto a Irak, son objeto de una especial atención – política o militar – por parte de los EE.UU. nos ofrece nuevas claves: Venezuela, México, Colombia, Sudán, la costa occidental africana (Santo Tomé, Príncipe), Algeria y Marruecos, Libia y, con la reveladora evolución que han seguido en los últimos años, Georgia y la región del Cáucaso, las antiguas repúblicas soviéticas de mayoría musulmana, Irán, Paquistán, India – con el reciente acuerdo nuclear y el fracasado acuerdo de cooperación estratégica²⁴ –, Indonesia, Afganistán, Japón y Corea. El despliegue de fuerzas militares estadounidenses por el mundo²⁵ y el empeño en instalar bases militares en regiones de importancia estratégica para la obtención de petróleo, que pueden llegar hasta la ocupación militar del país entero, lanzan un claro mensaje: Queremos asegurarnos el control sobre el desarrollo económico de nuestros rivales, decidiendo quién recibe petróleo, cuánto y a qué precio.

«While many regions of the world offer great oil opportunities, the Middle East with two thirds of the world's oil and the lowest cost, is still where the prize ultimately lies. Let's look at it simply. The most important difference between North Korea and Iraq is that economically, we just had no choice in Iraq. The country swims on a sea of oil.»²⁷

«Mientras que muchas regiones del mundo ofrecen grandes oportunidades petrolíferas, es en Oriente Medio, con dos tercios de las reservas mundiales y los costes de extracción más bajos, donde se obtiene el mayor beneficio. Digámoslo de forma sencilla. La diferencia más importante entre Irak y Corea del Norte es que, desde el punto de vista económico, en Irak no teníamos elección. El país flota sobre un mar de petróleo.»]

No puede estar más claro. Los atentos asistentes al *Autumn Lunch Speech*, Discurso del director ejecutivo de Halliburton y actual vicepresidente estadounidense, Dick Cheney, tenían claro ya en 1999 dónde acabaría todo esto.²⁸ Cheney lanzó la pregunta: ¿de dónde se obtendrían los 50 millones de barriles diarios adicionales que se necesitarán a partir de 2010 si los gobiernos y compañías petrolíferas nacionales (!) controlaran el 90% de los yacimientos? Para entender de qué magnitudes estamos hablando, la cantidad adicional pronosticada representa casi dos tercios de la extracción total en 1999. Así pues, Cheney veía en la capacidad de los países de contro-

«PNEC – «Project for The New ...»»

Continuación de la página II

lar su producción nacional uno de los principales problemas. Por eso los preparativos militares para un cambio de régimen en Irak comenzaron ya 8 meses antes del 11 de septiembre de 2001.²⁹

Va banque

Nunca antes los EE.UU. han colocado de manera tan brutal a las Naciones Unidas y a sus más estrechos aliados ante una política de hechos consumados; nunca antes han tratado de engañar a su propia población y a la opinión pública mundial como lo han hecho en vísperas de la guerra de Irak. Se han arriesgado nada menos que a desestabilizar una región que es prioritaria en sus planteamientos estratégicos y que tiene una importancia fundamental para el funcionamiento de la economía mundial. Han puesto en juego su reputación de *soft power* que defiende la paz, la libertad y la estabilidad, y hoy se les tiene por embusteros. Nos preguntamos qué circunstancias han llevado a políticos que se conducen racionalmente a asumir tales riesgos y jugárselo todo a una carta. Puesto que quienes así actúan no son jugadores de azar ni disminuidos psíquicos, la respuesta es evidente: el gobierno estadounidense planifica y actúa a la luz de los pronósticos en torno al *peak oil*, a fin de evitar las dramáticas consecuencias para la supremacía de los EE.UU. Esta apreciación se ve respaldada por el programa económico dictado por *Paul Bremer* mediante el decreto 39, de septiembre de 2003, que puso el petróleo y el gas iraquíes bajo control estadounidense (esto ha cambiado con el tiempo). En este escenario encaja también un hecho apenas conocido por la opinión pública, pero muy elocuente: en agosto de 2003, Japón, presionado por los EE.UU., renunció a un tratado que estaba a punto de firmar con Irán para la explotación de un yacimiento petrolífero.

Terrorismo: la excusa de las aspiraciones imperiales

El nuevo orden mundial del «America first» se sustenta en la supremacía militar, en el dólar como moneda de referencia, el control de las fuentes de energía,³⁰ el dominio en las instituciones clave de la economía mundial y en el derecho del más fuerte. Tras la desaparición de cualquier amenaza militar digna de tomarse en serio, el terrorismo internacional sirve para justificar ante la población propia el gigantesco aparato militar.³¹ Al mismo tiempo, este nuevo enemigo suscita la adhesión de los países industrializados y emergentes, y hace que los acreedores continúen aceptando un papel moneda que ya no se apoya en la economía real.

En un orden mundial en el que uno de los agentes obtiene un provecho desproporcionado con ayuda de los instrumentos que tiene bajo su dominio, el resto de los agentes han de plantearse cuestiones cuya respuesta puede ir en dos direcciones principales.

¿Adaptación, sometimiento, reacción, o bien oposición, reajuste, acción?

La primera opción es arriesgada y supondría una dependencia creciente, hasta llegar al vasallaje, la pérdida de márgenes de maniobra y de las posibilidades de defender iniciativas políticas propias, inseguridad jurídica, más guerras y desestabilización, derramamiento de la sangre de soldados propios, desperdicio de recursos materiales e intelectuales, la aparición de adversarios agresivos, un proceso de desintegración de Europa y el permanente peligro de un colapso del sistema democrático. La esperanza de encontrarse en el futuro entre los ganadores se cumpliría sólo para unos pocos. Para Europa y los países asiáticos que desde 1945 se encuentran alineados con los EE.UU. sería un error proyectar hacia el futuro las positivas experiencias económicas de los años que van desde 1945 hasta la caída de los regímenes del Este, en 1990. Se debían a la guerra fría.

«Europa debe encontrar aliados para hacer que los EE.UU. entren en razón»

La hegemonía suave³² de *Josef Joffe* ha dejado de existir. Ya no puede permitirse reparar como antes un pastel que cada vez es más



Hombres en un mercado de pescado en China. (foto reuters)

pequeño, porque el agua le está llegando al cuello. La competencia es ahora demasiado grande.

La segunda opción entraña también riesgos. No obstante, las oportunidades son aún mayores, ya que la alternativa sólo puede ser un programa opuesto «civil», el cual pondrá en marcha un proceso que contará con mayor margen de maniobra. Europa es la primera candidata para ser la iniciadora, el sostén y el catalizador de esta alternativa, puesto que es lo bastante fuerte desde el punto de vista económico, su proceso de integración está bastante avanzado y su cultura del equilibrio de intereses, de respeto al Estado de derecho y de la resolución de conflictos por la vía diplomática goza – aún – de reconocimiento en todo el mundo. Pero Europa no es lo bastante fuerte para poner ella sola en práctica esta alternativa. Los EE.UU. no estarán dispuestos a aceptar planteamientos multilaterales, si no es por necesidad, mientras puedan seguir sacando provecho del actual *status quo*, sobreestimar en mucho su posición de fortaleza y mientras los costes les sean en buena medida reembolsados por el resto del mundo. Por otra parte, los problemas venideros no podrán resolverse sin el concurso de los EE.UU. En consecuencia, Europa debe encontrar aliados para hacer que los EE.UU. entren en razón. Para una estrategia opuesta no faltan los instrumentos, sino una visión pragmática de los intereses actuales, coraje, la capacidad para distinguir los hechos de los engaños y la voluntad de actuar en lugar de reaccionar.

No obstante, en Europa, y en particular en Alemania, en lugar de analizar fríamente cuáles son los intereses propios, con una mezcla de agradecimiento, reverencia y veneración, se cree en una identidad de intereses transatlánticas que ya ha dejado de existir. La realidad, sin embargo, es otra:

Alan Greenspan, en su Discurso de Berlín, pronunciado a mediados de enero de 2004, sin ningún rubor pasó a los europeos la patata caliente de la debilidad del dólar y, como medio para evitar el colapso del sistema financiero estadounidense, les recomendó transformar las cajas de pensiones nacionales en fondos privados, que luego colocarían el dinero en los EE.UU.

Liberación o autodestrucción de las bases económicas

En Davos se reúnen anualmente destacados representantes de la política y la economía. En 2004, el vicepresidente *Cheney* pudo alardear ante la audiencia del boom de la economía estadounidense, con un crecimiento del 8% en el tercer trimestre de 2003; un crecimiento obtenido gracias a regalos fiscales y pagado en buena parte por los inversores extranjeros. No hubo protestas, ni en Berlín ni en Davos. Así no se puede romper el círculo vicioso de dependencia, necesidad de exportar, inversión en dólares, déficit estadounidense y aún más exportación.

Quien continúe confiando en la coyuntura estadounidense como motor de la economía mundial, acabará destruyendo sus bases económicas. Cuando el presidente de turno de la Reserva federal hace amago de tocar los tipos de interés, a las bolsas de todo el

mundo les entra el hipo. ¿Hasta cuándo van a tolerar las empresas y las economías nacionales esta dependencia cuyo peso cae sobre las espaldas del conjunto de los ciudadanos? No hay en todo el mundo ningún otro deudor capaz de dictar condiciones a sus acreedores.

«Project for the New American Century»

Este proyecto se formuló, hace ocho años, con un espíritu deliberadamente visionario, agresivo y excluyente. Sin embargo, la visión se ha hecho realidad recientemente al haberse llevado a la práctica política: en Irak, en Afganistán, frente a Rusia, en la exitosa división de la UE, en Irán, en Paquistán. Cuando los bancos y empresas europeos rompen relaciones económicas con Irán³³ con diligente obediencia, por temor a despertar la ira de los autoproclamados dioses del Olimpo de Washington y, con ello, a dañar la propia economía, es hora de actuar. Si Europa y otros no están dispuestos a aceptar el papel de víctimas y vasallos que se les ha adjudicado, han de formular sus puntos de vista y llevarlos a la práctica política, en vez de quejarse por lo bajo.

Los pilares de un proyecto alternativo europeo

¿Cuáles podrían ser los pilares de un Proyecto para el siglo XXI europeo, que, con excepción de los EE.UU., sería capaz de alcanzar el consenso, ya que carece de ambiciones de hegemonía; de un proyecto que se proponga orientar el desarrollo económico con prioridad hacia el interior, en lugar de utilizar el mercado mundial como escenario para la actuación de grupos de bandoleros económicos?³⁴ Contra estas propuestas no se pueden plantear seriamente objeciones relativas a la seguridad, puesto que Europa no se encuentra amenazada militarmente y (ya) no depende de los EE.UU. para garantizar su seguridad:

- Fortalecer los circuitos económicos regionales en Asia, Latinoamérica y África;
- Estimular y ayudar a la creación de una comunidad económica asiática, latinoamericana y africana, siguiendo el modelo europeo;
- Apoyar al ASEAN+3³⁵ en sus iniciativas al respecto, ya planteadas de una forma rudimentaria;
- Apoyar al Mercosur en el proceso de integración latinoamericana;
- Promover una estrategia de cooperación económica entre la UE, Asia, Rusia, Latinoamérica y África;
- Modificar de los criterios de Maastricht³⁶ al objeto de consolidar la infraestructura europea y crear nuevas arterias comerciales más allá de Europa del Este;
- Modificar la filosofía monetaria y la función del Banco Central Europeo para que deje de estar al servicio de los centros financieros de Nueva York y Londres, controlados por el dólar;
- Abandonar la ideología que orienta las economías nacionales hacia el superávit comercial, alimentando así un sistema basado en el dólar al borde del colapso³⁷ y minando la cohesión interna de los pueblos;

- Abandonar la ideología del libre comercio mundial, que enfrenta a los fuertes con los débiles;³⁸
- Iniciativa de los gobiernos de la UE para un nuevo «Bretton Woods», a fin de reorganizar el sistema financiero mundial y hacer de éste un instrumento para el desarrollo económico;
- Establecer el euro como alternativa al dólar y animar a los bancos centrales asiáticos a diversificar sus reservas monetarias;
- Cortar los vínculos con el FMI y el Banco mundial en la forma actual;
- Fortalecer el papel – impedido hasta ahora por las presiones de Washington – del Banco Asiático de Desarrollo³⁹ para el financiamiento de las estructuras económicas regionales;
- Reventar el cártel del petrodólar mediante el establecimiento de relaciones privilegiadas con los países productores de petróleo, incluida Rusia;
- Cambiar las estructuras parasitarias de la política europea, como las del sector agrario, y las posiciones defendidas hasta ahora en la Ronda de Doha,⁴⁰ de la OMC;
- Hacer de la inversión el centro de gravedad de la política financiera;
- Coordinar la política exterior y la política de seguridad y defensa exclusivamente dentro del marco de la UE;
- Renuncia de la UE a convertirse en una potencia militar de ámbito global;
- Organizar las fuerzas militares exclusivamente con vistas a la defensa, así como potenciar las capacidades para estabilizar zonas en crisis cuando exista un claro mandato de la ONU o de la OSCE;
- Iniciativa de la UE para la creación de una Fuerza Permanente para el Mantenimiento de la Paz, dentro de la ONU;⁴¹
- Organización de una «Conferencia para la Seguridad, la Cooperación y el Desarrollo en Oriente Próximo-Medio», análoga a la CSCE⁴² de los años 70, con la participación de todos los agentes implicados;
- Prevenir las crisis dando prioridad a la diplomacia y a la economía en las relaciones exteriores, sobre la base del equilibrio de intereses y la reciprocidad;
- Estricto respeto al derecho;⁴³
- Iniciativa de la UE para el fortalecimiento y reforma de la ONU;
- Iniciativa para combatir el terrorismo exclusivamente con todos los medios civiles para la persecución de delitos, en el marco de las Naciones Unidas.⁴⁴

El papel de China

Los EE.UU. se ven obligados a mantener el orden actual de la economía mundial. Sólo éste les garantiza los recursos económicos necesarios para mantener su gigantesco aparato militar, que, junto al dólar, es imprescindible para que conserven su papel de superpotencia. China es aún bienvenida, ya que es un comprador irrenunciable de bonos del Tesoro estadounidense. Pero, a la larga, no se limitará a desempeñar ese papel. La cuestión energética, en el contexto de una China con bases militares estadounidenses cada vez más próximas, configura una situación explosiva. Para muchos de los inversores en dólares se plantea además la pregunta: ¿Hasta cuándo deberán permitir los acreedores que el deudor les obligue a aceptar un papel moneda inflacionario a cambio de sus excedentes comerciales, financiando de ese modo la amenazante maquinaria que un día, dado el caso, podría dirigirse contra ellos mismos?

Si Europa no se atreve a mover los hilos de la política mundial en favor de todos los agentes, también en adelante tendrá que acompañar a la potencia imperial en las guerras futuras del mundo globalizado, bajo la divisa «guerra contra el terrorismo». Por el contrario, se ha hecho evidente desde Israel hasta Irlanda del Norte, desde Afganistán⁴⁵ hasta Indonesia y Filipinas que los medios militares no son un instrumento represivo apropiado. Esto se debe a la asimetría de los medios. Todos los éxitos obtenidos hasta ahora en la captura de los cabecillas de grupos terroristas han sido el resultado de un paciente y tenaz trabajo de la policía y los servicios secretos en cooperación internacional. Quien ahí emplea la fuerza militar cosechará una nueva «Guerra de los Cien Años»,⁴⁶ a la que

«PNEC – «Project for The New ...»

Continuación de la página III

se refiere el ex director de la CIA *James Woolsey*, a fin de obligar a mantener la disciplina a los vasallos de comunidad de valores occidental.

Un barril de pólvora bajo el dólar

En lugar de continuar subvencionando el décrepito motor de la economía mundial con los propios excedentes, la economía europea, con su alta productividad, debería pasar a ser ella misma ese motor. La amenaza estadounidense de poner en aprietos las exportaciones por medio del dólar se mostraría inofensiva si los bancos centrales asiáticos se pasaran al euro de forma concertada. Pues sin sus inversiones no es posible financiar el déficit estadounidense. China ha iniciado ya el proceso de diversificación, pues el valor relativo de sus reservas en dólares disminuye constantemente. En el ASEAN+3 se plantea seriamente la posibilidad de desembolsar los préstamos del Estado en monedas regionales. Esto es un barril de pólvora para el dólar. Un proceso de este tipo necesita, por tanto, una gestión conceptual e institucional. De dejarse a sí mismo, se corre el riesgo de que se produzca el caos con el que Greenspan y compañía han amenazado hábilmente hasta ahora para mantener la disciplina.

Un orden económico mundial justo es posible

Europa es lo bastante fuerte para, mediante una alianza estratégica con Asia y Rusia, asumir la responsabilidad de lograr un orden económico mundial más justo y honesto. Y deberá ser inteligente para no repetir los errores cometidos en las últimas décadas por el imperio del dólar. Los EE.UU. no podrían rehuir la dinámica de ese proceso. En último término, beneficiaría también a su propia economía.

Los atlantistas de ambos lados advierten constantemente al respecto del peligro de un aislamiento estadounidense. Esto también es un bluf, ya que razones de tipo geoestratégico se lo impedirían. El aislamiento sería el fin del papel de los EE.UU. como potencia mundial, ya que la costa europea, asegurada costosamente y en principio bien dispuesta hacia ellos, es irrenunciable. Las élites estadounidenses lo saben. Por tanto, tampoco a este respecto hay nada que temer. En todo caso, quien se deje intimidar se verá obligado a jugar con las peores cartas.

Perspectiva

Debido a su peso específico, Europa no puede rehuir de jugar un papel importante en el mundo. Se la espera también fuera de «Occidente» y en las altas instancias la ONU. Pero, naturalmente, no como copia o apéndice de la potencia hegemónica actual. Un orden mundial marcado por una impronta europea en este sentido debería estar configurado de tal modo que «Europa y los EE.UU. se sintieran cómodos aun cuando el lugar que ocuparan en él no fuera tan preeminente como ahora».⁴⁷

Si en esta cita referente al orden mundial sustituimos «Europa y EE.UU.» por «Inglaterra y Francia», se mostrará una clave esencial para el éxito de la UE. *Helmut Kohl* y sus predecesores aún lo sabían; sus sucesores, sin embargo, sin la experiencia de la guerra, reclaman para Alemania una normalidad que, en vista de su papel en la Historia del siglo XX, no debería permitirle. Envían con ello falsas señales al ejecutivo, en el que la dirección política media pertenece a una generación que ya no ha vivido la Guerra Fría a una edad con capacidad para reflexionar.⁴⁸

Sólo la intervención activa para modificar el marco de condiciones de la economía y la política mundiales abrirá nuevos espacios con mayor margen de maniobra. Cada euro que Europa gasta en remendar Estados hechos añicos por las armas de precisión estadounidenses es un euro que se roba a la inversión. Cada yuan que se gasta en apoyar al dólar es un yuan menos que se dedica al desarrollo de la economía nacional china.

Los planteamientos políticos de la UE en torno a un giro de timón no han pasado del estado embrionario, si bien hay claras señales procedentes, por ejemplo, de China.⁴⁹ Los en-

cuentos anuales Asia-Europa y las visitas de los cancilleres alemanes a Pekín no han provocado cambio alguno.

Sin embargo, a la vista de los pronósticos de eminentes geólogos del petróleo y de la extrema fragilidad del sistema financiero mundial, el tiempo apremia. Por otro lado, los recientes acontecimientos en el Cáucaso anuncian un cambio de paradigmas: Rusia vuelve a la escena mundial. Los EE.UU. viven su primer *blowback* (golpe devuelto). *Chalmers Johnson* lo constató hace ya ocho años: *A los EE.UU. les gusta verse como los vencedores de la Guerra Fría. Todo apunta a que quienes, dentro de un siglo, miren hacia atrás no podrán reconocer ningún vencedor; sobre todo si los EE.UU. continúan con su actual rumbo imperial.*⁵⁰

Ya sabemos cómo pueden reaccionar los boxeadores castigados. La Historia muestra que también los Estados pueden apostar todo a una carta cuando creen encontrarse con la espalda contra la pared. El ex diplomático singapurense *Kishore Mahbubani*, en su libro «The New Asian Hemisphere. The Irresistible Shift of Global Power to the East» (El nuevo hemisferio asiático. El irresistible desplazamiento del poder global hacia Oriente.), publicado en 2008, anunció el *crepúsculo de los dioses* para Occidente. Sobre la forma en que han reflejado los medios occidentales la breve guerra en Georgia, escribió el 20 de agosto de 2008:

«It is therefore critical for the west to learn the right lessons from Georgia. It needs to think strategically about the limited options it has. After the collapse of the Soviet Union, western thinkers assumed the west would never need to make geopolitical compromises. It could dictate terms. Now it must recognize reality. The combined western population in North America, the European Union and Australasia is 700 millions, about 10 per cent of the world's population. The remaining 90 per cent have gone from being objects of world history to subjects. The Financial Times headline of August 18, 2008 proclaimed: «West in united front over Georgia». It should have read: «Rest of the world faults west on Georgia.»»

[«Es por tanto decisivo para Occidente extraer de Georgia la lección correcta. Debe pensar estratégicamente acerca de las limitadas opciones que tiene. Los pensadores occidentales suponían que, tras la caída de la Unión Soviética, Occidente nunca necesitaría llegar a acuerdos geoestratégicos, que podría dictar las condiciones. Ahora tiene que enfrentarse a la realidad. La población de Norteamérica, la Unión Europea y Australasia (Australia, Nueva Zelanda y Oceanía) suma en conjunto 700 millones; eso es el 10% de la población mundial. El restante 90% ha pasado de ser objeto a ser sujeto de la Historia. El titular del «Financial Times» del 18 de agosto proclamaba: Frente unido de Occidente con respecto a Georgia. Podría leerse: El resto del mundo ve errónea la postura de Occidente ante Georgia.»]

Los comentarios del asesor en materia de política exterior de los candidatos demócratas, *Zbigniew Brzezinski*, acerca de la crisis del Cáucaso, muestran que aún no ha comprendido esto.⁵¹

Las siguientes manifestaciones ponen de manifiesto su prepotencia:

«Currently, Europe – despite its economic strength, significant economic and financial integration, and the enduring authenticity of the transatlantic friendship – is a de facto military protectorate of the United States. This situation necessarily generates tensions and resentments, especially since the direct threat to Europe that made such dependence somewhat palatable has obviously waned. Nonetheless, it is not only a fact that the alliance between America and Europe is unequal, but it is also true that the existing asymmetry in power between the two is likely to widen even further in America's favor.»⁵²

[«En la actualidad, Europa, – a pesar de su fortaleza económica, de su significativa integración económica y financiera, y de la autenticidad de la amistad transatlántica – es de facto un protectorado militar de los EE.UU. Esta situación provoca necesariamente tensiones y resentimientos, en particular desde que la amenaza directa que pesaba

sobre Europa, y que hacía esa dependencia en cierto modo apetecible, prácticamente ha desaparecido. No obstante, no es sólo un hecho que la alianza entre América y Europa es desigual, también es cierto que la asimetría del poder existente entre ambos, con toda probabilidad, aumentará aún más en favor de América.»]

Esa prepotencia, así como la fatal estrategia que subyace a la división de Europa con la incorporación de Polonia y la República Checa al *National Missile Defense*,⁵³ exigen de Europa una respuesta adecuada. También por el bien de los EE.UU. •

- ¹ *The Project for the New American Century* (PNAC) (Proyecto para el Nuevo Siglo Americano): *Rebuilding America's Defenses* (Reconstruyendo las defensas de América), septiembre de 2000. Paul Wolfowitz (ed.), www.newamericancentury.org/RebuildingAmericasDefenses.pdf
- ² Johannes J. Reich (Bankhaus Metzler), en el *Managermagazin* del 27 de mayo de 2003, en: *Die neue Weltordnung* (El nuevo orden mundial), www.manager-magazin.de/geld/artikel/0,2828,249860,00.html
- ³ <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?c104:H.R.3107.ENR>. Cfr. también: <http://italy.usembassy.gov/pdf/other/RS20871.pdf> y www.fas.org/irp/congress/1996_cr/h960618b.htm
- ⁴ www.metzler.com/metzler/generator/metzler/en/Equities/Einstieg_20_28Content_29.html
- ⁵ Cfr. William F. Engdahl: *Wird Asien den Dollar aufgeben?* (¿Abandonará Asia el dólar?), en www.engdahl.oilgeopolitics.net/print/ASEAN%20&%20Dollar-System.htm
- ⁶ www.newamericancentury.org/
- ⁷ http://en.wikipedia.org/wiki/Full-spectrum_dominance
- ⁸ www.aei.org/research/projectID.11/project.asp
- ⁹ Cfr. pp. 7 y 8 del facsímil, en: *Blätter für deutsche und internationale Politik* 9/2000, www.natortribunal.de/blatter_wimmer.pdf
- ¹⁰ *Progressive Internationalism: A Democratic National Security Strategy* (Internacionalismo progresista: Una estrategia demócrata para la seguridad nacional), en www.pponline.org/ppi_ci.cfm?contentid=252144&subsecid=900020&knlgAreaID=450004
- ¹¹ Cfr. nota 1
- ¹² Presidente de los EE.UU. de 1825 a 1829, Cofundador de la «Doctrina Monroe»
- ¹³ Cfr. Estudios de Zeit-Fragen, anuario de 2001, www.jahrbuch2001.studien-von-zeitfragen.net/Weltmacht/Atlantizismus/_atlantizismus_.html
- ¹⁴ Cfr. http://de.wikipedia.org/wiki/Berlin_Plus y www.europa-reden.de/info/espv.htm
- ¹⁵ Cfr. los textos de las resoluciones 1368 y 1373, de septiembre de 2001, del Consejo de seguridad de la ONU: www.uni-kassel.de/fb5/frieden/themen/Terrorismus/un-res-1368-1373-1377.html
- ¹⁶ Libre comercio, liberalización, desregulación, eliminación de subvenciones, privatización, solvencia para afrontar la deuda. Cfr. Al respecto: www.cid.harvard.edu/cidtrade/issues/washington.html
- ¹⁷ http://de.wikipedia.org/wiki/Pariser_Club, http://de.wikipedia.org/wiki/Londoner_Club
- ¹⁸ Cfr. William F. Engdahl; *Mit der Ölwanne zur Weltmacht* (Hacia el poder mundial con el arma del petróleo), Kopp-Verlag, Rotenburgo del Neckar, 2007; y www.engdahl.oilgeopolitics.net/Auf_Deutsch/Olwaffe/olwaffe.html
- ¹⁹ Cfr. Jürgen Elsässer; *Wie der Dschihad nach Europa kam. Gotteskrieger und Geheimdienste auf dem Balkan* (Cómo llegó la Jihad a Europa. Guerreros de Dios y servicios secretos en los Balcanes), Niederösterreichisches Pressehaus, St. Pölten, 2005
- ²⁰ Tomado de *Die Zeit*, Número 6, de 2008, www.zeit.de/2008/06/01-USA
- ²¹ Cfr. ASPO Deutschland <http://energiekrise.de/>
- ²² Cfr. www.peakoil.net/Submission_to_the_Cabinet_Office_on_Energy_Policy (Informe sobre política energética para la Oficina del Gobierno), de *The Oil Depletion Analysis Centre* (Centro de Análisis sobre el Agotamiento del Petróleo), 9 de septiembre de 2001. www.cabinet-office.gov.uk, Simmons, Matthew, carta a la *Association for the Study of Peak Oil*, 27 de mayo de 2003. French Petroleum Institute (IFP) www.fromthewilderness.com, Campbell, Colin, *Forecasting Global Oil Supply 2000–2050*, M. King Hubbert Centre for Petroleum Supply Studies, Colorado School of Mines, julio de 2002. Cfr. también: Princeton University Geology Department, Universidad de Uppsala, Douglas-Westwood Ltd., Petroconsultants Schweiz
- ²³ Elaborado a partir de: *Strategic Energy Policy: Challenge for the 21st Century*, James Baker Institute for Public Policy and Council on Foreign Relations, Houston, abril de 2001, www.rice.edu
- ²⁴ Cfr. <http://info.kopp-verlag.de/news/indien-loest-sich-aus-der-militaerischen-partnerschaft-mit-den-usa.htm>
- ²⁵ Cfr. Foreign Policy in Focus www.fpiif.org/fpiifinfo/5125
- ²⁶ Por ejemplo: African Command, www.africom.mil
- ²⁷ Cita extraída de los estudios de Zeit-Fragen, Anuario de 2004, www.jahrbuch2004.studien-von-zeitfragen.net/Zeitfragen/Cheney_on_Oil/cheney_on_oil.html#Prize, Cfr. también: *Wolfowitz: The Iraq War was about Oil*, The Guardian, 4 de junio de 2003, en un informe acerca de la Conferencia de Seguridad de Singapur, www.commondreams.org/headlines/03/0604-10.htm
- ²⁸ Cfr. London Institute of Petroleum, 1999, www.petroleum.co.uk
- ²⁹ Cfr. Paul O'Neill, primer ministro de finanzas bajo el mandato de George W. Bush, en *Mid-East Realities*, 10 de enero de 2004, www.MiddleEast.org
- ³⁰ *The overriding motivation for this political smoke-screen is that the US and UK are beginning to run out of secure hydrocarbon energy supplies ... As demand is increasing, so supply is decreasing, continually since the 1960s.* [«El motivo primordial de esta pantalla de humo política (la guerra contra el terrorismo) es que EE.UU. y el Reino Unido están empezando a quedarse sin suministros energéticos seguros de hidrocarburos [...]. A medida que aumenta la demanda, los suministros disminuyen; y así sucede desde los años 60»], Michael Meacher, ministro británico de medio ambiente entre 1997 y 2003, en *This War on Terrorism is Bogus*, The Guardian, 6 de septiembre de 2003.
- ³¹ *Moreover, as America becomes an increasingly multi-cultural society, it may find it more difficult to fashion consensus on foreign policy issues, except in the circumstance of a truly and widely perceived direct external threat.* [«Además, en la medida en que EE.UU. es cada vez más una sociedad multicultural, puede resultarle cada vez más difícil llegar al consenso en asuntos de política exterior, salvo en caso de una auténtica y ampliamente percibida amenaza exterior directa»], Zbigniew Brzezinski en *The Grand Chessboard*, 1997, p. 211
- ³² www.internationalepolitik.de/archiv/jahrgang1996/mai1996/die-weltmacht-und-der-sanfte-hegemon-.html
- ³³ El Deutsche Bank abandona sus negocios en Irán: www.spiegel.de/wirtschaft/0,1518,497032,00.html
- ³⁴ Cfr. *Confessions of an Economic Hitman*: www.lewrockwell.com/wanniski/wanniski53.html
- ³⁵ http://de.wikipedia.org/wiki/ASEAN_Plus_Three
- ³⁶ <http://de.wikipedia.org/wiki/EU-Konvergenzkriterien>
- ³⁷ Cfr. nota 5
- ³⁸ Cfr. Karl Polanyi, *The great Transformation*, 1944, www.grundrisse.net/buchbesprechungen/karl-polanyi.htm, y John Gray, *Die falsche Verheissung*, Alexander Fest Verlag, Berlin, 1999. Recensión: www.inkultura-online.de/gray.htm
- ³⁹ www.adb.org/
- ⁴⁰ <http://de.wikipedia.org/wiki/Doha-Runde>
- ⁴¹ Cfr. <http://en.wikipedia.org/wiki/Peacekeeping>
- ⁴² <http://de.wikipedia.org/wiki/KSZE>
- ⁴³ Por ejemplo, con la renuncia de la estrategia europea de seguridad a intervenir militarmente si no es, en exclusiva, ateniéndose de manera estricta a la Carta de las Naciones Unidas. Cfr. www.consilium.europa.eu/uodocs/cmsUpload/031208ESSIIDE.pdf
- ⁴⁴ Cfr. el estudio de la RAND Corporation de julio de 2008, *How Terrorist Groups end* (Cómo desaparecen los grupos terroristas), www.rand.org/pubs/research_briefs/RB9351/index1.html
- ⁴⁵ El número de atentados y ataques a las tropas de la ISAF se ha incrementado entre 2005 y 2008, de 20 mensuales a 250 semanales (situación a mediados de agosto de 2008, archivos propios).
- ⁴⁶ Cfr. www.uni-kassel.de/fb5/frieden/themen/Globalisierung/druessel.html
- ⁴⁷ El anterior ministro alemán de exteriores, Hans-Dietrich Genscher, en: *Politikberatung durch Immanuel Kant*, en *Der Tagesspiegel* del 10 de febrero de 2004
- ⁴⁸ Cfr. las escandalosas declaraciones de un diplomático del departamento de exteriores con motivo de la presentación de las conclusiones de un seminario en torno al tema «Seguridad energética 2050», en la Academia Federal de Política de Seguridad, en junio de 2008, [www.thenation.com/doc/20011015/johnson](http://209.85.135.104/search?q=cache:bzC3UwQM_lk:www.baks.bundeswehr.de/portal/PA_1_0_P3/PortalFiles/02DB04000000001/W27GDKGN204INFODE/Rede%2Bdes%2BSeminarsprechers%2B_2_.pdf%3Fyw_repositorio%3Dyouatweb+eugen+wolffarth+rede+abschlu%3C%3F+seminars+2008&hl=de&ct=clnk&cd=1, sowie «Bär und Drache», www.german-foreign-policy.com/de/fulltext/57316
⁴⁹ Cfr. <i>China's EU Policy Papers</i>, del 13 de octubre de 2003, ministerio chino de asuntos exteriores.
⁵⁰ <i>Chalmers Johnson, Blowback: The Costs and Consequences of American Empire</i> (Holt/Owl). V. también: <a href=)
- ⁵¹ www.welt.de/politik/article2296378/Russlands-Vorgehen-aehnelt-dem-von-Hitler.html
- ⁵² Cita extraída de los estudios de Zeit-Fragen, Anuario de 2001, www.jahrbuch2001.studien-von-zeitfragen.net/Weltmacht/Atlantizismus/_atlantizismus_.html
- ⁵³ Cfr. también: Keir A. Lieber, Darley G. Press, *The End of MAD*, http://belfercenter.ksg.harvard.edu/files/is3004_pp007-044_lieberpress.pdf, y *The Rise of U.S. Nuclear Primacy*, en Foreign Affairs, abril-mayo de 2006, pp. 42–54: www.foreignaffairs.org/20060301faessay85204/keir-a-lieber-darley-g-press/the-rise-of-u-s-nuclear-primacy.html?mode=print

on_oil.html#Prize, Cfr. también: *Wolfowitz: The Iraq War was about Oil*, The Guardian, 4 de junio de 2003, en un informe acerca de la Conferencia de Seguridad de Singapur, www.commondreams.org/headlines/03/0604-10.htm

²⁸ Cfr. London Institute of Petroleum, 1999, www.petroleum.co.uk

²⁹ Cfr. Paul O'Neill, primer ministro de finanzas bajo el mandato de George W. Bush, en *Mid-East Realities*, 10 de enero de 2004, www.MiddleEast.org

³⁰ *The overriding motivation for this political smoke-screen is that the US and UK are beginning to run out of secure hydrocarbon energy supplies ... As demand is increasing, so supply is decreasing, continually since the 1960s.* [«El motivo primordial de esta pantalla de humo política (la guerra contra el terrorismo) es que EE.UU. y el Reino Unido están empezando a quedarse sin suministros energéticos seguros de hidrocarburos [...]. A medida que aumenta la demanda, los suministros disminuyen; y así sucede desde los años 60»], Michael Meacher, ministro británico de medio ambiente entre 1997 y 2003, en *This War on Terrorism is Bogus*, The Guardian, 6 de septiembre de 2003.

³¹ *Moreover, as America becomes an increasingly multi-cultural society, it may find it more difficult to fashion consensus on foreign policy issues, except in the circumstance of a truly and widely perceived direct external threat.* [«Además, en la medida en que EE.UU. es cada vez más una sociedad multicultural, puede resultarle cada vez más difícil llegar al consenso en asuntos de política exterior, salvo en caso de una auténtica y ampliamente percibida amenaza exterior directa»], Zbigniew Brzezinski en *The Grand Chessboard*, 1997, p. 211

³² www.internationalepolitik.de/archiv/jahrgang1996/mai1996/die-weltmacht-und-der-sanfte-hegemon-.html

³³ El Deutsche Bank abandona sus negocios en Irán: www.spiegel.de/wirtschaft/0,1518,497032,00.html

³⁴ Cfr. *Confessions of an Economic Hitman*: www.lewrockwell.com/wanniski/wanniski53.html

³⁵ http://de.wikipedia.org/wiki/ASEAN_Plus_Three

³⁶ <http://de.wikipedia.org/wiki/EU-Konvergenzkriterien>

³⁷ Cfr. nota 5

³⁸ Cfr. Karl Polanyi, *The great Transformation*, 1944, www.grundrisse.net/buchbesprechungen/karl-polanyi.htm, y John Gray, *Die falsche Verheissung*, Alexander Fest Verlag, Berlin, 1999. Recensión: www.inkultura-online.de/gray.htm

³⁹ www.adb.org/

⁴⁰ <http://de.wikipedia.org/wiki/Doha-Runde>

⁴¹ Cfr. <http://en.wikipedia.org/wiki/Peacekeeping>

⁴² <http://de.wikipedia.org/wiki/KSZE>

⁴³ Por ejemplo, con la renuncia de la estrategia europea de seguridad a intervenir militarmente si no es, en exclusiva, ateniéndose de manera estricta a la Carta de las Naciones Unidas. Cfr. www.consilium.europa.eu/uodocs/cmsUpload/031208ESSIIDE.pdf

⁴⁴ Cfr. el estudio de la RAND Corporation de julio de 2008, *How Terrorist Groups end* (Cómo desaparecen los grupos terroristas), www.rand.org/pubs/research_briefs/RB9351/index1.html

⁴⁵ El número de atentados y ataques a las tropas de la ISAF se ha incrementado entre 2005 y 2008, de 20 mensuales a 250 semanales (situación a mediados de agosto de 2008, archivos propios).

⁴⁶ Cfr. www.uni-kassel.de/fb5/frieden/themen/Globalisierung/druessel.html

⁴⁷ El anterior ministro alemán de exteriores, Hans-Dietrich Genscher, en: *Politikberatung durch Immanuel Kant*, en *Der Tagesspiegel* del 10 de febrero de 2004

⁴⁸ Cfr. las escandalosas declaraciones de un diplomático del departamento de exteriores con motivo de la presentación de las conclusiones de un seminario en torno al tema «Seguridad energética 2050», en la Academia Federal de Política de Seguridad, en junio de 2008, [⁴⁹ Cfr. *China's EU Policy Papers*, del 13 de octubre de 2003, ministerio chino de asuntos exteriores.](http://209.85.135.104/search?q=cache:bzC3UwQM_lk:www.baks.bundeswehr.de/portal/PA_1_0_P3/PortalFiles/02DB04000000001/W27GDKGN204INFODE/Rede%2Bdes%2BSeminarsprechers%2B_2_.pdf%3Fyw_repositorio%3Dyouatweb+eugen+wolffarth+rede+abschlu%3C%3F+seminars+2008&hl=de&ct=clnk&cd=1, sowie «Bär und Drache», www.german-foreign-policy.com/de/fulltext/57316</p>
</div>
<div data-bbox=)

⁵⁰ *Chalmers Johnson, Blowback: The Costs and Consequences of American Empire* (Holt/Owl). V. también: www.thenation.com/doc/20011015/johnson

⁵¹ www.welt.de/politik/article2296378/Russlands-Vorgehen-aehnelt-dem-von-Hitler.html

⁵² Cita extraída de los estudios de Zeit-Fragen, Anuario de 2001, www.jahrbuch2001.studien-von-zeitfragen.net/Weltmacht/Atlantizismus/_atlantizismus_.html

⁵³ Cfr. también: Keir A. Lieber, Darley G. Press, *The End of MAD*, http://belfercenter.ksg.harvard.edu/files/is3004_pp007-044_lieberpress.pdf, y *The Rise of U.S. Nuclear Primacy*, en Foreign Affairs, abril-mayo de 2006, pp. 42–54: www.foreignaffairs.org/20060301faessay85204/keir-a-lieber-darley-g-press/the-rise-of-u-s-nuclear-primacy.html?mode=print

Fuente: *Zeit-Fragen* nº 37, 2008

(Traducido por Javier Fernández Retenaga, Tlaxcala. Fuente: www.tlaxcala.es/pp.asp?referencia=5939&lg=es)

Somalie

Il n'est guère possible de réparer les dégâts

Séance spéciale sur la situation en Somalie dans le cadre du Conseil des droits de l'homme

Le 18 septembre, dans le cadre de la 9^e session du Conseil des droits de l'homme, une séance spéciale a eu lieu où la situation des droits de l'homme en Somalie a été présentée et discutée. Le panel était composé de deux Somaliens, du spécialiste américain des effets des armes de guerre, Doug Rokke, qui a dirigé pendant de longues années le projet sur les effets et les dangers de la munition à l'uranium de l'armée des Etats-Unis ainsi que de l'Américaine Karen Parker, spécialiste du droit international qui est à la fois déléguée du comité de l'ONG «International Educational Development» et présidente de l'organisation «Lawyers for Human Rights» (avocats en faveur des droits humains).

thk. Lors de la première intervention, la Somalienne Leyla Kanyare, qui vit actuellement en Suisse, a soulevé la question de la validité des droits humains dans son pays. Depuis 1991, la Somalie est impliquée dans une guerre civile attisée et incitée par l'extérieur. Il n'y a plus guère d'infrastructure étatique, et toute personne qui en a la possibilité, quitte le pays, très souvent dans des conditions extrêmement dangereuses. Les souffrances des Somaliens sont immenses, mais l'opinion mondiale, y compris l'ONU, ne s'y intéresse pas vraiment. Selon Leyla Kanyare, il semble qu'il y ait des hommes qui n'ont pas droit au respect de leurs droits humains, comme notamment en Somalie. Personne ne s'engage pour ce pays et pour les populations en détresse qui y vivent. Tout au contraire, on l'utilise pour tester de nouvelles armes, et pour se décharger à bon marché ou même gratuitement des déchets nucléaires. Des maladies nouvelles et horribles en sont la conséquence. Comme il n'y a plus guère de médecins et qu'il n'y a pas de médicaments, les gens sont tout à fait désemparés et abandonnés. Leyla Kanyare a terminé son intervention en lançant un appel d'urgence à la communauté des Etats, pour qu'on soutienne son pays de manière honnête.

En Somalie, on a utilisé des tonnes de munitions à l'uranium, qui ont contaminé une grande partie du pays. L'utilisation de munition à l'uranium – qui a beaucoup profité aux Etats-Unis lors de ses deux guerres contre l'Irak et qui leur a amené la supériorité militaire notamment lors des batailles de blindés – s'est avérée aussi très efficace pour la destruction de bâtiments et de l'infrastructure du pays. Elles ont été utilisées aussi bien par les Etats-Unis eux-mêmes que par les Ethiopiens, alliés des USA, et cela, bien que la Somalie ne possède pas de blindés. Les effets en sont catastrophiques pour les populations touchées (cf. l'interview de Doug Rokke dans cette édition). Doug Rokke est spécialiste en la matière, ayant fait des recherches



Participants du panel organisé dans le cadre du Conseil des droits de l'homme à Genève: Abdullahi Moallim, Karen Parker, Doug Rokke, Leyla Kanyare. (photo thk)

approfondies sur la manière dont agissent ces armes. Les atteintes à la santé de l'homme et à l'environnement sont telles qu'il n'y a guère de possibilités de réparer les dégâts. En raison de ces conséquences catastrophiques, Doug Rokke tire la conclusion qu'on ne peut désormais plus faire la guerre, la seule possibilité qui reste aux êtres humains, c'est de résoudre tous les problèmes en commun.

Le second intervenant somalien a fait un exposé sur les tenants et aboutissants géopolitiques de la catastrophe somalienne. La Somalie est le pays qui a les côtes maritimes les plus longues de l'Afrique. C'est une des raisons pour lesquelles les puissances aspirant à l'hégémonie mondiale s'y intéressent. D'une part on y a un excellent contrôle de la route pétrolière qui passe par le Canal de Suez et la mer Rouge. D'autre part, il est prévu d'installer un pipeline qui débouchera au bord de la mer pour pouvoir charger le pétrole directement dans les gros pétroliers. Depuis 1991, une guerre civile sévit en Somalie, toutes les tentatives de résoudre ces conflits de manière pacifique ont échoué. Les intérêts des USA et de certains pays européens sont trop grands, ils préfèrent garder le pays dans l'instabilité, afin de pouvoir y maintenir leur influence. En 2006, il y a eu pendant quelques mois un contre-gouvernement qui est arrivé à rétablir l'ordre et le calme, notamment dans la capitale de Mogadiscio et les alentours. Il s'est formé un gouvernement islamique que les Etats-Unis n'ont pas voulu tolérer. A l'aide de troupes éthiopiennes la guerre civile a de nouveau été attisée et le gouvernement de transition a été renversé. Le gouvernement actuel est soutenu par l'Ethiopie et maintenu au pouvoir à l'aide d'armes contre

la résistance au sein du pays. L'Ethiopie est une fois de plus soutenue militairement et financièrement par les Etats-Unis. La situation du pays est actuellement sans aucune perspective. Il n'y a rien qui fonctionne dans la vie civile; tout est détruit. Des maladies inconnues sévissent. On estime que 50% de la population sont malades de cancers suite aux effets des munitions à l'uranium utilisées et des déchets nucléaires déposés au large de la côte de la Somalie au courant des années 80 et qui ont été jetés sur les rivages par le tsunami de 2004.

En tant que représentant d'une organisation d'exilés cet intervenant somalien lutte pour la paix et pour l'autodétermination de son pays. Cette organisation s'est chargée d'entreprendre des projets d'aide en Somalie et tente avec beaucoup d'engagement d'aider les populations qui y vivent et d'atténuer un peu leur misère.

Karen Parker qui a animé la réunion, a déclaré que le sujet de la Somalie, malgré un rapporteur spécial sur la situation des droits humains dans ce pays, mène une existence dans l'ombre au sein de l'ONU et qu'il est extrêmement important de présenter l'ensemble de la problématique pour pouvoir sortir le pays de la crise humanitaire dans laquelle il se trouve. En même temps, elle a attiré l'attention des participants sur le fait que les armes à l'uranium sont interdites parce qu'elles violent les *Conventions de Genève*. Une sous-commission de l'ONU a déjà précisé le fait de l'illégalité de ces armes.

Dans la discussion qui a suivi ces présentations, on a avant tout souligné qu'il y a urgence. Le Conseil des droits de l'homme doit s'occuper de cette problématique et mettre

sur la table la situation catastrophique de ce pays. En même temps, il faut que les sociétés civiles des pays européens exercent une pression sur leurs gouvernements afin que la volonté politique naisse de s'engager sérieusement en faveur des droits humains et d'une vie digne dans cette région. «Les droits de l'homme sont indivisibles et sont valables pour tous les êtres humains», a déclaré une participante, et c'est la moindre des choses de s'engager pour le respect de ceux-ci. •

La guerre et ses conséquences Leucémie

bha. Un congrès qui a eu lieu récemment à Berlin, a confirmé l'augmentation mondiale du nombre d'enfants atteints de leucémie. De multiples causes ont été cherchées, mais, malheureusement, dans les exposés, on n'a pratiquement pas mentionné les rayonnements ionisants – pas non plus en tant que rayonnements de basse intensité – qui sont pourtant, comme il a été clairement prouvé, à l'origine de la leucémie. L'auditeur a été envahi par un sentiment étrange – pourquoi n'en parlait-on pas? Pourquoi, les rayonnements de basse intensité n'étaient-ils guère mentionnés? Peut-être que c'est dû à l'interdiction non écrite d'informer sur les effets des rayonnements ionisants et en particulier des rayonnements de basse intensité sur la santé. Vu que le taux de leucémie chez les enfants est le plus élevé dans les alentours immédiats des bases militaires américaines en Europe, le silence semble être édicté encore plus manifestement: Prenons les leucémies autour du terrain d'entraînement militaire de Grafenwöhr dans le Haut-Palatinate ou dans les alentours de la base aérienne d'Aviano en Italie. A Aviano en 2006, une grande enquête a confirmé une augmentation d'une forme de leucémie lymphoïde et chronique particulièrement agressive. A Grafenwöhr, l'augmentation du taux de leucémie chez les enfants n'est pas inconnue – mais jusqu'à présent un lourd silence couvre les exercices de tir et l'incendie de munitions à l'uranium sur l'immense terrain d'entraînement militaire.

La guerre exige ses victimes, les victimes de l'«ennemi» et nos propres enfants. L'alliance de guerre a depuis longtemps rompu le tabou d'une guerre nucléaire. Nous devrions arrêter de caresser l'espoir que tout cela ne «nous» concerne pas.

«Il s'agit de dissimuler toute preuve ...»

suite de la page 4

sont compromis. Il est très probable que les soldats allemands invalides ne pourront plus travailler et que les coûts sociaux et médicaux seront plus importants que ce que l'économie peut supporter. D'où ma modeste recommandation: que les Allemands gardent leurs soldats chez eux où ils serviront le pays plutôt que de servir de chair à canon.

Nous devons savoir que la guerre est obsoleète parce que les systèmes d'armes et la conduite des conflits armés provoquent aujourd'hui des dommages sanitaires et environnementaux irréversibles. Aussi est-il nécessaire que chacun d'entre nous se fasse ambassadeur de la paix, car celle-ci ne peut être obtenue que si chacun se souvient que devant Dieu, nous sommes tous frères et sœurs et que nous devons vivre en harmonie. La paix doit donc commencer en chacun de nous.

Nous croyons que chacun devrait prendre à cœur le contenu du discours passionné prononcé le 18 septembre 2008 par Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, devant le Conseil des droits de l'homme. •

«Chacun parmi nous est né comme reflet de Dieu»

L'archevêque Desmond Tutu dans son discours passionné devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies le 18 septembre 2008 sur Beit Hanoun.

Excellences, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Nous avons écouté vos propos et nous voudrions vous exprimer notre estime pour ce que vous venez de dire. Je voudrais bien que nous soyons capables de vous transmettre le sentiment qui nous a saisis face à la destruction que nous avons rencontrée dans la Bande de Gaza. Et nous souhaiterions avoir pu aller à Sderot. Chacun, chaque individu est un membre de notre famille. Nous avons parlé de 19 personnes tuées. Pour l'amour de Dieu ne les réduisons jamais à une simple statistique. Il ne s'agit pas de chiffres mais de la mère de quelqu'un, il s'agit du fils de quelqu'un, il s'agit de quelqu'un qui a été tenu en haute estime par quelqu'un d'autre. Et nous prions que vous, les membres de ce Conseil, soyez en mesure, de démontrer dans les pays que vous représentez, que nous sommes vraiment une famille. Il est possible que nous ne pensons pas toujours de cette manière, mais notre ré-

demption définitive aura lieu au moment où nous prendrons conscience de notre humanité commune et du fait que chacun parmi nous sera outragé si n'importe quel autre est maltraité. Dans ma tradition chacun est porteur de Dieu. Chacun a une valeur inestimable. Et je prie que vous compreniez qu'il ne s'agit pas seulement de politique. Vous avez reçu une vocation noble; la noble vocation de veiller à ce que les droits de l'homme soient respectés. Et si nous possédons finalement tous les droits de l'homme, les croyants savent que c'est parce que nous croyons passionnément que chacun parmi nous est né comme reflet de Dieu. Et si nous traitons quelqu'un d'une manière inférieure, nous ne commettons pas seulement un crime, nous commettons un blasphème. Nous commettons un sacrilège. Presque comme si nous crachions dans le visage de Dieu.

Nous remercions Dieu pour vous tous et pour votre engagement et nous prions

que le Conseil des droits de l'homme soit conscient de son influence. Une influence qui sera encore plus importante si les gens comprennent que votre engagement pour les droits de l'homme est comparable à celui de la Justice, les yeux bandés. Et si vous dites: Les droits de l'homme sont les droits de l'homme. Et s'ils sont violés n'importe où, il s'agit d'une violation et vous avez la vocation divine d'intervenir. Dieu espère que vous aiderez de n'importe quelle façon à changer le monde de Dieu en un lieu plus aimable. En un lieu plein de pitié, où l'on s'occupe d'autrui. Et Dieu n'a personne d'autre que vous! Je prie que vous accomplissiez cette haute vocation. C'est une grande vocation et c'est une vocation divine.

Je vous remercie.

Source: www.un.org/webcast/unhrc/archive.asp?go=080918#am
(Traduction Horizons et débats)

L'Ukraine est-elle menacée par un coup d'Etat présidentiel?

par Hans-Jürgen Falkenhagen et Brigitte Queck, Berlin

Tandis que l'Ossétie du Sud était le théâtre d'une guerre, la situation politique interne de l'Ukraine s'est aussi envenimée. La coalition «orange», échafaudée le 29 novembre 2007 à la suite de législatives anticipées, volait en éclats moins d'un an plus tard, le 2 septembre 2008. Cette coalition reposait d'emblée sur de fragiles fondations, car elle ne disposait que d'une infime majorité de 228 députés au Parlement (la *Verkhovna Rada*). Lors de ces élections, du reste considérablement manipulées afin d'assurer une majorité pro-occidentale, le bloc de *Timochenko* avait remporté 156 sièges et celui du Président en exercice, *Iouchtchenko*, «Notre Ukraine – Autodéfense populaire», 72. Soit un total de 228. Selon la Commission électorale, les partis d'opposition ont obtenu respectivement 175 («Parti des Régions» de *Ianoukovitch*, que les Occidentaux dénomment «partipro-russe»), 27 (Parti Communiste) et 20 sièges («Bloc populaire Lytvyn»). Soit un total de 222 députés, le Parlement ukrainien comptant en tout 450 élus.

C'est *Iouliia Timochenko* qui a été nommée Premier ministre, et donc chef du gouvernement. Elle succédait au gouvernement *Ianoukovitch*. Les Occidentaux avaient alors triomphalement annoncé que cette coalition entre le Président ukrainien, 100% pro-occidental, et *Madame Timochenko*, ouvrait grandes à l'Ukraine les portes de l'UE et de l'OTAN et que le processus d'adhésion pourrait même se dérouler très rapidement. Mais on avait compté sans le peuple ukrainien. Même *Madame Timochenko* a bien dû prendre en compte l'attitude largement négative des Ukrainiens vis-à-vis de l'UE et de l'OTAN. En conséquence elle s'engagea solennellement, durant sa campagne, à subordonner l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN à un référendum. Disons à son honneur qu'elle a jusqu'ici tenu promesse. Il en va de même pour l'entrée du pays dans l'Union européenne.

Divergences entre Iouchtchenko et Timochenko

Sur ce point elle s'est donc opposée d'emblée à son partenaire de coalition. Mais leurs divergences ne se limitaient pas à cela. Elles découlaient aussi de la politique économique et sociale de *Madame Timochenko*, un obstacle à l'introduction rapide de la politique néolibérale prônée par *Iouchtchenko*. Dans ces domaines aussi *Madame Timochenko* se sentait liée par ses promesses électorales, un vaste éventail recouvrant l'accélération de l'essor économique, qui devait profiter en premier lieu à la population, et l'augmentation des salaires, retraites, allocations familiales et autres prestations sociales. Elle ne suivait pas non plus complètement la politique anti-russe du Président, estimant que seule la collaboration avec la Russie, et non une démarche anti-russe, profiterait à l'Ukraine. Comme *Madame Timochenko* souhaite succéder à *Iouchtchenko* à la faveur de la prochaine présidentielle (fin 2009/début 2010) et doit pour cette raison prendre une attitude qui la distingue de son rival et lui permette de se gagner les voix des Ukrainiens, il est fondamental pour elle de marteler qu'elle soumettra à un référendum l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN et l'UE.

Les principales causes de désaccord entre *Madame Timochenko* et l'actuel Président ukrainien sont à chercher dans le procédé anticonstitutionnel de *Iouchtchenko* qui – comme il l'avait déjà fait à l'époque du gouvernement *Ianoukovitch* – a mis en place un gouvernement parallèle face au cabinet *Timochenko*. En l'occurrence, le Secrétariat présidentiel et le Conseil pour la Défense et la Sécurité nationales, dirigé par le Président, dont le personnel est assez nombreux pour qu'ils puissent fonctionner comme des organes gouvernementaux, ce qui a conduit *de facto*, en Ukraine, à une direction bicéphale. Grâce aux pouvoirs que lui confère très réellement la Constitution ukrainienne ainsi qu'à ceux qu'il s'est octroyés en supplément, le Président *Iouchtchenko* a gêné et même rendu partiellement impossible le travail du gouvernement *Timochenko*. Les décisions gouvernementales ont ainsi été durant une année entière l'objet d'un travail de sappe de la part du Président et son veto a empêché l'adop-

tion par le Parlement de plusieurs lois importantes. Comme *Iouchtchenko* et son parti ne peuvent plus espérer que 5 à 8% des voix et que les chances qu'a le Président d'être réélu sont voisines de zéro, il ne gouverne plus que par oukases, dont le dernier place les finances de l'armée sous son contrôle personnel.

Une diffamation systématique de *Madame Timochenko*, incluant même l'affirmation qu'elle n'a pas les capacités mentales requises pour gouverner, ainsi que des accusations de haute trahison, issues de l'entourage du Président et lui imputant des accords secrets avec la Russie, visent à affaiblir le camp gouvernemental et à ruiner la grande popularité que *Madame Timochenko* s'est actuellement acquise.

La rupture entre elle et *Iouchtchenko* était prévisible depuis longtemps. Il devenait de plus en plus clair que *Madame Timochenko* et son parti ne se satisferaient plus longtemps de la situation. L'heure de la riposte parlementaire a sonné le 2 septembre, dans la foulée de la guerre de la Géorgie contre l'Ossétie du Sud, bien que celle-ci n'ait pas été la cause principale du conflit.

Le Parlement décide de limiter les pouvoirs du Président

Après les vacances parlementaires d'été, le Parlement ukrainien avait tenu le 2 septembre la première séance de sa nouvelle période (la troisième). Ce jour-là on a réussi – pour la première fois depuis 10 mois – à élire un présidium. Jusque-là un homme de *Iouchtchenko*, un certain *Arseni Iatseniouk* s'était arrogé, pratiquement à lui tout seul, le rôle de porte-parole (président) du Parlement. Cette fois-ci *Oleksandr Lavrinovitch*, du «Parti des Régions», et le représentant de la fraction *Timochenko*, *Mykola Tomenko*, purent être élus respectivement premier adjoint et adjoint au Président du Parlement. (*Tomenko* avait déjà siégé au présidium sous *Oleksandr Moroz*, président du Parlement jusqu'en novembre 2007.) Il semblait que la séance parlementaire allait se dérouler sans conflit et qu'on allait accomplir un travail législatif au sens habituel. Par exemple on soumit d'abord au vote une loi destinée à accroître le prestige du travail de la mine, en augmentant le salaire minimum des salariés et en leur accordant d'autres aides financières, qui fut adoptée par 446 voix sur 450. Le lendemain ce fut le tour d'une loi instituant un salaire minimum garanti. Une loi prévoyant une réforme de l'impôt sur le revenu passa elle aussi sans problème. Mais ensuite survint un éclat.

La fraction de *Madame Timochenko* soumit au Parlement, le 2 septembre, plusieurs projets de loi visant à limiter les compétences du Président, et qui remportèrent plus des deux tiers des suffrages. *Madame Timochenko* s'était référée à des accords donnés et des promesses solennelles que *Iouchtchenko* avait plusieurs fois faites avant son élection fin 2004 (qu'on se souvienne de la «révolution orange»). Une modification de la loi régissant les cabinets ministériels devait limiter les pouvoirs du Président. En effet elle accroissait les compétences du Parlement et du gouvernement nommé par ce dernier; autrement dit, les nouvelles lois répartissaient différemment les compétences en faveur du gouvernement, par exemple en ce qui concerne les droits relatifs à la nomination du ministre des Affaires étrangères, du ministre de la Défense et du chef des services secrets. Le droit du Président à démettre le gouvernement quand bon lui semblait lui avait déjà été retiré au cours de la précédente législature (2005–2007). Les 2 et 3 septembre on adopta également une loi créant une commission d'enquête chargée de mettre en route une procédure d'*impeachment* (retrait de sa charge) à l'encontre du Président ainsi qu'une nouvelle loi relative aux services secrets et des modifications des lois régissant la Cour constitutionnelle. Dans ce contexte on élut également un chef des services secrets. Jusque-là et provisoirement le chef des services secrets était nommé par le Président, qui n'avait même pas requis l'accord du Parlement prévu par la Constitution. Toutes les lois et décisions furent adoptées par le bloc *Timochenko*, le Parti des Régions et le Bloc *Lytvyn*, soit des majorités de plus des deux tiers (300 voix): le Parti des

Régions, le bloc *Timochenko* et le Bloc *Lytvyn* réunirent entre 370 et 378 voix, ce qui d'après la Constitution actuellement en vigueur interdisait un veto présidentiel définitif.

On vota également une loi créant une Commission pour le conflit du Caucase, qui doit examiner entre autres les livraisons d'armes à la Géorgie effectuées sur l'ordre du Président, ce qui est anticonstitutionnel, puisqu'elles sont du ressort du Parlement. Les séances du Parlement au cours desquelles ces lois furent débattues et adoptées avaient été présidées par le Premier adjoint *Lavrinovitch*, le Président *Iatseniouk*, tout acquis au Président ukrainien, s'étant absenté des jours entiers à dater du 2 septembre. Il devait par la suite présenter sa démission. Une démission sur laquelle il est revenu depuis lors.

Eclatement de la coalition gouvernementale

Il est manifeste qu'actuellement une large majorité – les deux tiers – est opposée au Président et à son parti. Seul le parti présidentiel «Notre Ukraine – Autodéfense populaire» a voté contre les lois visant à élargir les droits du Parlement, donc à conforter la démocratie.

Là-dessus la fraction «Notre Ukraine – Autodéfense populaire» avait décidé dès le 2 septembre par un vote majoritaire de quitter la coalition. Il est intéressant de savoir que la majorité des élus de l'«Autodéfense populaire» y étaient opposés. Quelques partisans de la ligne dure, dans le parti présidentiel, ont accusé *Madame Timochenko* de vouloir établir une dictature. Une accusation manifestement absurde. Il est évident que le Parlement veut accroître les droits des institutions parlementaires et donc s'oppose, tout au contraire, à une dictature présidentielle que *Iouchtchenko*, lui, vise depuis longtemps. Voilà la véritable menace qui pèse sur l'Ukraine, et avec le soutien de l'OTAN, qui n'a que les mots de démocratie et de droits de l'homme à la bouche, mais qui depuis sa création s'en est prise à toute démocratie naissante, si nécessaire par la force des armes. La nouvelle menace qui pèse sur la démocratie constitutionnelle ukrainienne, c'est manifestement *Iouchtchenko*.

La suite des événements? *Madame Timochenko* a lancé plusieurs appels au Président et à son parti, lui demandant de réintégrer sans conditions la coalition. *Iouchtchenko* a rejeté quelques lois adoptées par le Parlement. Il a mis pour condition à la poursuite de la coalition l'annulation de plusieurs lois prétendument dirigées exclusivement contre lui. On a fini par se mettre d'accord sur le recours à une commission de médiation. Sans succès. Le 16 septembre, le Parlement, puis le Président ont donné acte de la rupture de la coalition gouvernementale (dite «coalition démocratique»). Pendant ce temps la campagne de diffamation contre *Madame Timochenko* et son gouvernement se poursuit. En revanche le Parti des Régions ainsi que le Parti communiste ont assuré *Madame Timochenko* de leur soutien ainsi que de la majorité parlementaire qui s'y rattache. *Madame Timochenko* a offert à *Ianoukovitch* la présidence du Parlement, qu'il a acceptée. A ce jour toutefois rien n'est encore acquis. *Madame Timochenko* s'est dite résolue à ne pas reculer. De même le Parlement est décidé à poursuivre son travail.

Iouchtchenko et ses soutiens aux USA veulent empêcher de nouvelles élections

La Constitution ukrainienne prévoit en cas d'échec d'un gouvernement dix jours de délai pour en former un nouveau. Ce délai expirait le 12 septembre. Dans ce cas on dispose de 30 jours pour former une nouvelle coalition, c'est à dire jusqu'au 7 ou 8 octobre. Si aucun nouveau gouvernement n'est formé, on doit procéder à de nouvelles élections. Ce seraient déjà les deuxième élections anticipées depuis les dernières élections législatives en 2006. Il y a de fortes chances de voir émerger une coalition ne comportant pas le bloc de *Iouchtchenko*. Mais le Président et sa clique travaillent fiévreusement à empêcher ce scénario, avec le soutien des USA, de l'UE et de l'OTAN. Le vice-président US, *Dick Cheney*, ainsi que le multimilliardaire et président de nombreuses ONG, *George Soros*, se sont déjà

rendus à Kiev, sous le prétexte de recoller la coalition éclatée. De quoi sont-ils en réalité convenus avec *Iouchtchenko*? On l'ignore. Ils l'ont sans doute encouragé à établir une dictature militaire, ce qui serait dans l'intérêt des pays membres de l'OTAN.

Les médias occidentaux ont vraisemblablement reçu l'ordre de se taire, et donc le grand public ne sait pas grand-chose de la situation en Ukraine. Par exemple il ignore que des navires de guerre US sont déjà là. Mais les commandos de débarquement se sont heurtés à des protestations massives de la population. A Sébastopol (base de la marine de guerre russe) des matelots américains ont dû renoncer à occuper certaines positions. Un croiseur US a été contraint de quitter le port. Au Parlement une question a été adressée au ministre de la Défense, *Iekhanourov*, ainsi qu'au ministre des Affaires étrangères, *Ogryzko*, qui ont fourni des réponses évasives.

Il est à noter que la véritable cause du conflit constitutionnel en Ukraine n'est pas le problème du Caucase, même si en Occident les politiciens, les agitateurs et la propagande s'efforcent de faire croire le contraire. *Madame Timochenko* a mis l'accent sur le respect de l'intégrité territoriale de la Géorgie, tout en refusant cependant de condamner trop violemment la Russie, et à Kiev la majorité du Parlement l'a suivie dans cette voie. Ce dernier n'a pas pris de résolutions particulières à ce sujet après le rejet (par la majorité) d'une résolution émanant du camp présidentiel et condamnant sévèrement la Russie. On a seulement mis en place une commission d'enquête sur le conflit géorgien. La question de la double nationalité, montée en épingle par le camp occidental, n'a pas provoqué non plus la rupture de la coalition.

Cette mésentente au sein du gouvernement porte essentiellement sur la Constitution ukrainienne et l'élargissement du processus démocratique dans le pays, qui rendent peu vraisemblable une entrée dans l'OTAN.

Il est frappant que l'on accuse la Russie d'ingérence dans les affaires intérieures ukrainiennes, tout en évitant de donner des explications sur les problèmes constitutionnels du pays. Nous sommes face à une politique de désinformation occidentale. Nous devrions dans les semaines qui viennent rester très vigilants vis-à-vis de toute désinformation future de la part des gouvernements occidentaux et des médias établis. Car ils tentent de détourner l'attention du vrai problème relatif à l'exercice démocratique du pouvoir. Seul *Iouchtchenko* fait peser une menace sur la démocratie et les droits de l'homme, lui seul tente d'acquiescer les pleins pouvoirs dictatoriaux, lui seul restreint les droits du Parlement et des élus du peuple au point de vouloir les abolir *de facto*. La situation peut s'envenimer si l'UE et l'OTAN maintiennent leur ingérence dans cette affaire. Peut-on sortir de l'actuel «double pouvoir» en Ukraine?

Quelle évolution attendre en Ukraine?

Si on ne parvient pas à former un nouveau gouvernement, le Président pourrait dissoudre le Parlement et appeler à de nouvelles élections, on le sait. Mais les intentions de vote en faveur de sa fraction se situent être 5 et 8%, il redoute la tenue d'élections démocratiques. Il serait envisageable pour le bloc de *Iouchtchenko* de former une coalition avec le Parti des Régions, mais alors *Ianoukovitch* redeviendrait Premier ministre, et *Iouchtchenko* le considère comme son principal ennemi. Une autre possibilité serait de reformer la coalition entre le bloc *Timochenko* et «Notre Ukraine – Autodéfense populaire», en y incluant éventuellement le Bloc *Lytvyn*. Mais alors *Iouchtchenko* exige l'abolition des lois prises sous le gouvernement *Timochenko* et qui limitent son propre pouvoir, tandis que *Madame Timochenko* tient à leur entrée en vigueur définitive. Le veto présidentiel au Parlement peut être réduit à néant par la majorité actuelle, qui excède les deux tiers. Si les élections ukrainiennes se déroulent de manière à peu près démocratique, le Président *Iouchtchenko* a d'ores et déjà perdu. Son bloc ne peut pas gagner, il se prépare même une défaite à plates coutures.

Occident et Orient – coexister dans l'égalité, la dignité et le respect

Réflexions à l'occasion d'un impressionnant voyage culturel en Iran

par Urs Knoblauch, Suisse

L'actuelle République islamique d'Iran est un Etat pluriethnique impressionnant avec une longue tradition de cohabitation dans la tolérance et le respect mutuel.

Un voyage culturel dans ce magnifique pays oriental est une expérience extraordinaire. Les beautés de cette culture unique et de la nature, les villes-jardins merveilleuses, les bazars et les mosquées, l'héritage culturel mondial de Persépolis et la vie au bord du golfe Persique nous laissent des impressions profondes. Les rencontres avec les gens sont particulièrement chaleureuses, on entre très vite en contact. L'hospitalité est impressionnante.

Des préjugés, des jugements caractéristiques émanant de l'Occident, un manque de connaissance ou les effets d'images de propagande négatives répandues de manière ciblée sur l'Iran et les pays arabes déforment vite le regard sur les hommes et leur vie en commun. Un regard respectueux sur le monde oriental et la diversité des musulmans permet une discussion politique objective et une contribution à la paix et à l'entente des peuples.

C'est dans ce sens qu'Albert A. Stahel, politologue à l'université de Zurich et initiateur de ce voyage culturel, tient particulièrement à ce que ses étudiants se procurent des connaissances objectives sur les cultures et les pays étrangers et qu'ils les découvrent et parcourent sans préjugés.

Par la suite quelques réflexions fondamentales seront exposées permettant d'entrer en détail dans d'autres articles.

Le berceau culturel de la civilisation humaine se situe en Orient. L'empire Persan en faisait partie. Des découvertes fondamentales de nos sciences proviennent de cette région. De nombreux savants de Grèce et de Perse y ont contribué surtout dans le domaine des sciences naturelles notamment le géographe *Edrisi*, le philosophe *Averroès* et *Avicenne* (980–1037), fin lettré et l'un des plus grands savants de son époque. Ce dernier a laissé plus de 100 œuvres, dont un manuel de médecine qui, traduit en latin, a servi pendant des siècles aux médecins de l'Occident comme base de leur science. Des chercheurs remarquables, des



Cette photographie montre la mosquée Shaikh Lotfollah côté est de l'extraordinaire place Meydan-e-Imam (ancienne place des rois) dans la ville d'Esfahan, située à 1575 m d'altitude. Esfahan a été fondée au V^e siècle av. J.-C. et est devenue aux XVI^e et XVII^e siècles sous le Shah des séfévides Abbas I (1588–1629), un centre de la culture islamique, de l'art de la construction et de la science. La mosquée a été commandée en 1602 par le Shah Abbas I. La coupole est ornée de décorations Majolika en sept couleurs et la cour centrale de dalles de céramique ornementale. La grande place rectangulaire de 500 sur 150 mètres est entourée d'arcades à deux étages avec des magasins au rez-de-chaussée, au nord un passage vers le bazar impérial et au sud vers la mosquée de l'Imam. Un magnifique palais avec portail est intégré côté ouest. La place Meydan-e-Imam rayonne jusqu'aujourd'hui la splendeur de l'Orient; le site a été classé patrimoine mondial par l'Unesco en 1979. (photo uk)

enseignants, des traducteurs et des écrivains exerçaient aux Hautes Ecoles islamiques. Ils étaient de loin supérieurs à leurs contemporains du monde occidental. Le recueil de poésies sensuel et lyrique «Divan» de *Hafiz* (env. 1320–1389), toujours admiré en Iran jusqu'aujourd'hui, a servi d'exemple pour l'œuvre de Goethe «Le Divan occidental et oriental».

Nous ne refusons pas l'affrontement («Kampfabsage»), c'est le titre d'un livre d'*Ilija Trojanov* et *Ranijt Hoskoté*, un dialogue respectueux des cultures, une coexistence honnête et un rapprochement dans l'autonomie et l'égalité permettront de résoudre les tâches futures de l'humanité.

Un accès respectueux aux cultures étrangères

Si l'on commence à approfondir les connaissances en histoire et en littérature du Royaume de Perse jusqu'à la République islamique d'Iran (depuis 1979), on comprend qu'on peut y découvrir une haute culture de la civilisation humaine. L'archéologue et chercheur iranien sur l'Islam, *Mahmoud Rashad*, qui enseigne à Francfort, donne dans l'introduction de son excellent guide touristique et culturel intitulé «Iran – Geschichte, Kultur und lebendige Traditionen – antike Stätten und islamische Kunst in Persien» (L'Iran – histoire, culture et traditions vivantes – des sites antiques et l'art islamique en Perse) un aperçu de l'histoire culturelle de l'Iran: «La Perse, située entre l'Asie centrale et l'Arabie, l'Inde et la Mésopotamie, a toujours eu pour l'Occident une aura d'exotisme, de splendeur monarchique, de richesse culturelle et de beauté. Depuis l'antiquité, les voyageurs ont été attirés par ce pays; nous connaissons leurs observations et leurs expériences à travers plus de 700 récits et descriptions. Le premier fut *Hérodote* (env. 400 av. J.-C.) qui fit des voyages comme historien dans tous les pays connus par les Grecs et qui les décrivit; le plus connu fut certainement *Marco Polo* (1254–1324) qui, avec son père *Niccolo* entreprit depuis Venise des expéditions commerciales en Chine et qui traversa la Perse, occupée à l'époque par les Mongols.»

Seuls les faits et acquis historiques conduisent à une approche respectueuse d'une culture étrangère. *Mahmoud Rashad* poursuit: «Au XVI^e et XVII^e siècles, les connaissances hautement spécialisées des Perses en sciences, arts et artisanat ainsi que l'apogée du commerce et de la richesse du royaume des Séfévides attirèrent des commerçants, des diplomates, des artistes et des scientifiques européens. Tout aussi fascinés par la culture persane furent tous les conquérants du pays, depuis *Alexandre le Grand* jusqu'aux Arabes musulmans, aux Mongols et aux Turcs. Au lieu d'imposer leur manière de vivre au peuple soumis, ils adaptèrent en grande partie le savoir et la culture du peuple persan qui, de son côté, résista toujours aux tentatives d'influence et garda son visage et ses biens culturels, conscient de leur valeur.» Comment – à part la culture de l'Islam avec ses mosquées grandioses – se sont développés la culture de tous les jours, l'artisanat artistique admirable, le ravitaillement de la population et toutes les connaissances, cela peut être compris à travers la longue tradition de la vie nomade.

Les tribus nomades et la population campagnarde comme détenteurs des bases de vie et de la culture

Lors du voyage en voiture à travers les plaines étendues du désert aride, les hauts plateaux et les paysages montagnards, les oasis de Téhéran dans le nord et celles de Kachan, Natanz, Esfahan, Chiraz, Pasargades, Persépolis et Bandar Abbas sur la côte du golfe Persique dans le sud, nous nous rendons compte de l'importance des régions campagnardes et de la merveilleuse culture des peuples nomades. Des troupeaux de chèvres et de moutons parcourent le pays, ce qui constitue une base de vie et permet le développement culturel de ce pays. Là, la grande tradition de la route de la soie et des épices, et les voies du commerce depuis la Chine jusqu'en Europe continuent à vivre. On peut voir des ruines et beaucoup de caravansérails toujours en fonction, des oasis et des aqueducs. Aujourd'hui, les nomades sont restreints dans leurs déplacements à cause de la situation politique et des guerres. Autrefois, ils traversaient les frontières sans grands problèmes.

L'importance de la tradition nomade pour la vie, la nourriture et la culture dans l'Iran d'aujourd'hui est aussi soulignée par *Mahmoud Rashad*: «En Iran existent encore de nos jours plus de 500 petites tribus nomades autonomes et presque 100 grandes communautés tribales. On distingue entre le nomadisme de plaine et celui de montagne, les mouvements de déplacements se font au rythme de demi-années, les quartiers d'été se trouvent dans les hautes montagnes, ceux d'hiver dans les régions de pâturages des plaines.»

Les caravanes se déplacent d'un point d'eau à l'autre et, suivant les terrains, leurs participants se reposent tous les 15 à 30 kilomètres dans des caravansérails bien équipés. Là, il y a pour les nomades et leurs chameaux tout ce qu'il faut pour continuer le voyage. C'est aussi l'endroit de l'échange culturel, de la vente et du troc de tapis, de produits artisanaux, d'épices, de pierres précieuses et de nourriture. On s'y retrouve pour échanger des informations et des connaissances dans tous les domaines et l'on se raconte aussi des contes des Mille et une Nuits. Cette tradition des nomades comprend un très haut niveau de savoir nécessaire à la maîtrise de vie raisonnable et naturelle. Cela vaut la peine, pour le présent et pour l'avenir de se consacrer de plus près à cette haute culture des nomades.

Heureusement, beaucoup d'études sur l'Orient et l'Islam ont paru, par exemple celle de *Marina Kunke*, qui a étudié, grâce à un ancien document retrouvé, l'histoire des Tribus de nomades en Perse aux XVIII^e et XIX^e siècles («Nomadenstämme in Persien im 18. und 19. Jahrhundert», 1991). Rien que les magnifiques systèmes d'irrigation des Qanâts, qui conduisent depuis des millénaires l'eau en souterrain depuis les sources des montagnes vers le désert aride et vers les villes, sont un exploit incroyable et très actuel. L'irrigation des grandes régions agricoles et le ravitaillement en nourriture n'auraient pas été possibles autrement. Dans son dernier ouvrage intitulé «Die Länder des Islam – Geschichte, Traditionen und Einbruch der Moderne» (Les pays de l'Islam – histoire, traditions et irruption de la modernité) *Arnold Hottinger*,

«L'Ukraine est-elle menacée ...»

suite de la page 6

C'est ce qui permet d'envisager sérieusement un coup d'Etat de Iouchtchenko!

La «bénédictio» des USA et de l'Occident lui serait certes assurée. Et on emballerait le tout sous le nom de «sauvetage de la démocratie». Une autre question se pose: la Russie acceptera-t-elle ce déni de démocratie à ses portes et tolérera-t-on à Moscou une Ukraine membre de l'OTAN? L'Ukraine a bénéficié jusqu'ici de conditions préférentielles pour son approvisionnement en énergie et matières premières ainsi que d'une excellente récolte agricole. Même si la Russie n'exigeait de l'Ukraine que les prix mondiaux pour le gaz et le pétrole, c'en serait fini de la croissance économique et de la prospérité durable qu'a connues l'Ukraine sous le gouvernement Timochenko. De septembre 2007 à septembre 2008 le PIB a crû de 10,9%, de janvier 2008 à septembre 2008 de 7,1%, comparé à la même période en 2007. Et le revenu réel par habitant a augmenté de 13,7% entre janvier et juillet 2008.

La grande question est en ce moment: le peuple ukrainien acceptera-t-il une dictature présidentielle? Plus de 50% de la population ukrainienne est russophone; dans l'Est et le Sud de l'Ukraine ainsi qu'en Crimée les russophones sont même largement majoritaires. De ce fait on pourrait assister à des mouvements sécessionnistes dans l'Est et en Crimée, qui conduiraient dans le pire des cas à un éclatement de l'Etat ukrainien. •

Sources: www.rada.kiev.ua et *Rossiskaja Gazeta*, Moscou, informations sur l'Ukraine du 3 au 6 septembre 2008. (Traduit par *Michèle Mialane* et révisé par *Fausto Giudice*, www.tlaxcala.es)

Trop de liberté dans l'interprétation des droits populaires?

par Reinhard Koradi, Dietlikon

Dans une démocratie directe, tout le pouvoir émane du peuple. Il en va du moins ainsi en théorie. Or, qui détient réellement le pouvoir de décision aujourd'hui? L'abondance des propositions de réforme ainsi que les tactiques employées à les réaliser aboutissent à une transformation rampante de l'exercice du pouvoir selon la devise: loin du peuple et près de l'administration et de l'exécutif. Cette nouvelle puissance administrative et la prétention de l'exécutif à guider la population est perceptible partout, aux niveaux communal, cantonal et surtout fédéral. Aujourd'hui, les administrations disposent de suffisamment de moyens financiers et de personnel pour maintenir un rythme très rapide de réformes surchargeant ainsi continuellement le processus de décision démocratique. Avec le soutien d'experts extérieurs, on planifie ces réformes, on les teste et, la plupart du temps sans analyse précise de la phase de test, on déclare qu'elles ont réussi et qu'elles sont donc irréversibles. Souvent, on n'attend même pas les résultats et l'on poursuit en permanence la transformation des structures, des institutions et des règlements. On justifie les réformes par la faible croissance économique, l'insuffisance de la compétitivité et l'excès de réglementation. Or, ces arguments ont perdu toute crédibilité face aux évolutions récentes de nos marchés financiers et à l'état désastreux de l'économie mondialisée. Nous ferions bien davantage en faveur de l'avenir de nos jeunes générations si nous redonnions du sens aux valeurs de la démocratie directe. Celle-ci va de pair avec une *Ordnungspolitik*¹ qui protège les intérêts du pays et sert le bien commun. Il est temps de renoncer à l'économisation totale de notre vie et de notre société et de libérer l'action politique de sa frénésie de réformes. Revendiquons nos droits civiques, accomplissons nos devoirs et calmons l'activité politique. Il s'agit de préparer le terrain pour une politique sociale et économique qui corresponde aux véritables besoins des individus et rende possible la coexistence pacifique à l'intérieur des pays aussi bien que sur le plan international.

Mauvais rapports de force

C'est le peuple qui finance, à travers les impôts, les administrations et les fonctionnaires de l'exécutif. On dit souvent que celui qui paye commande. Or, dans beaucoup d'Etats, il est devenu habituel que bien que les contribuables payent leurs impôts, l'expression de leur opinion soit traitée de plus en plus comme une ingérence gênante. Il est donc temps de remettre l'appareil étatique à sa place. Il faut endiguer la marée de réformes et la pression qu'elle exerce sur la population. Or, en Suisse, les règles du jeu sont claires.

«Occident et Orient ...» suite de la page 7

orientaliste suisse connu, décrit comment les formes de vie et la culture sont issues des données géographiques: «Des déserts intérieurs occupent les plus grandes parties du haut plateau persan, surtout dans l'Est d'où ils s'étendent jusqu'au Bélouchistan et au Pakistan, jusqu'à ce que l'Indus avec ses plaines arables les limite. [...] Le mode de vie nomade, dû au climat, signifie que les tribus du désert et les clans parcourent un cycle annuel qui les mène dans un cercle plus ou moins régulier, *Da'ira* en arabe, des camps d'été aux camps d'hiver pour finalement revenir au point de départ annuel. Chaque groupe cherche à conserver son droit à son cycle traditionnel.» Dans les sociétés nomades, ce sont les hommes les plus âgés qui prennent la direction, les décisions et qui interviennent en cas de discordes. Mahmoud Rashad décrit l'importance des femmes nomades: «Malgré tout, les femmes, bien que responsables des besoins de la famille et de la fabrication de différents produits artisanaux, sont tenues en haute estime et elles sont très autonomes. Elles vendent elles-mêmes leurs produits au marché, des tapis, des kélims, des produits tissés, des articles de maroquinerie et des bijoux en argent. Tous ces articles, surtout les tapis et les kélims, sont fabriqués par les femmes pendant les mois d'hiver.» La plupart des biens sont vendus ou échangés à l'intérieur des tri-

Le gouvernement peut proposer de nouvelles lois, les milieux et les particuliers intéressés peuvent, lors d'une procédure de consultation, refuser ces propositions, les compléter ou apporter de nouvelles idées. Il incombe à l'exécutif comme à l'administration d'intégrer ces propositions et, une fois la nouvelle loi retravaillée, de la soumettre au législatif, c'est-à-dire au Parlement. Selon les dossiers, le projet intégral doit être soumis au peuple et ce n'est qu'après cela que le pouvoir exécutif peut ordonner son application. Ces derniers temps, l'exécutif a tendance à confondre sa mission d'application des lois avec celle de gouvernement, encourageant ainsi la concentration du pouvoir, ennemie de la démocratie, sur l'exécutif.

Le concept suisse de développement territorial

Ainsi, le concept suisse de développement territorial – qui devrait mettre le pays sens dessus dessous – a été élaboré par l'*Office fédéral du développement territorial* par un groupe fermé sans véritable participation populaire. Dans l'avant-propos de ce document, il est affirmé que le concept de développement territorial, dont le sous-titre est «une Suisse dynamique et solidaire», a été élaboré à la suite d'une large procédure de consultation à laquelle ont participé la Confédération, les cantons, les villes et les communes. Dans la lettre d'accompagnement, il est précisé que le concept territorial sera débattu fin août/début septembre dans les différentes régions du pays lors d'une seconde phase de consultation. Après une phase de remaniement du texte, le concept sera, dans le courant de l'année prochaine, soumis au vote du Parlement. Les auteurs espèrent que le texte définitif obtiendra l'aval du Conseil fédéral, qu'il aura alors un caractère obligatoire pour l'administration fédérale et que ceux qui ont participé à son élaboration – *Conférence des gouvernements cantonaux, Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP), Union des villes suisses (UVS) et Association des communes suisses* – recommanderont à leurs membres de le respecter.

Un tel procédé tient volontairement à l'écart les citoyens puisque les auteurs du concept sont parfaitement conscients du fait que leurs ambitieux projets de restructuration (Suisse urbanisée, remplacement des cantons par de grandes régions, création d'espaces de détente et de parcs naturels) n'ont aucune chance d'être acceptés par la population. On peut également se demander si on n'assiste pas à la création de mécanismes de décisions politiques tout à fait nouveaux qui

bus et des associations, les biens de tous les jours, la nourriture, l'artisanat d'art et les habits sont aussi vendus dans les bazars.

Voies vers un œcuménisme des cultures

L'estime mutuelle des cultures, des religions, des mœurs et des coutumes est la base de l'organisation en commun des tâches à venir. La politique, l'école et les parents ont la belle tâche ambitieuse d'encourager l'entente mutuelle, la formation interculturelle et l'amitié. Il est d'une grande valeur que les enfants et adolescents d'aujourd'hui soient introduits pendant les cours d'éthique et de religion non seulement dans leur religion mais aussi dans les religions étrangères, comme par exemple l'Islam. Paru récemment, l'excellent «Coran pour enfants», traduit et expliqué (en allemand) par *Lamyia Kaddor* et *Rabeya Müller* montre beaucoup de points communs avec la religion chrétienne, il explique que l'enseignement et les contes du Coran sont bien compréhensibles pour tout le monde. Avec l'ordre thématique des versets, la traduction claire et compréhensible ainsi que les explications courtes, il offre une clé extraordinaire pour faire connaissance avec le livre saint des musulmans. La liberté religieuse est une partie importante de la Déclaration universelle des droits de l'homme, acquise il y a 60 ans.

L'Iran d'aujourd'hui

L'Iran a été affaibli par la guerre avec l'Irak, beaucoup d'hommes et de familles ont perdu

n'ont aucune base constitutionnelle. En installant une nouvelle instance de décision, la Conférence des gouvernements cantonaux et les conférences des directeurs cantonaux, on écarte le principe de l'approbation par la majorité des cantons et par les votations populaires.

Mise à l'écart du peuple lors d'engagements vis-à-vis de l'étranger

Un autre exemple du fait qu'on contourne ou méprise la volonté populaire est la politique menée par Mme *Rita Fuhrer*, conseillère d'Etat du canton de Zurich, concernant l'aéroport de Kloten. Elle affirme, en ce qui concerne le prolongement d'une piste refusé par la population: «Je suis tenue, il est vrai, par l'article 4 de la loi sur l'aéroport, de prendre l'avis des communes et des organisations citoyennes, mais non pas de le suivre.» Elle ne peut d'ailleurs pas prendre au sérieux l'avis de la population puisqu'elle a déjà négocié avec l'Allemagne le prolongement d'une piste pour permettre davantage d'atterrissages par l'est.

Bien que le peuple refuse l'intégration de la Suisse à l'UE, le Conseil fédéral et les gouvernements cantonaux réaffirment leur objectif d'adhésion. Le peuple a beau se prononcer en faveur d'une armée suisse capable de défendre le pays, le gouvernement et les «généralistes» retraités imposent tout de même l'intégration dans l'OTAN des effectifs considérablement réduits de l'ancienne armée de milice suisse. On bouleverse les systèmes scolaire et sanitaire contre la volonté du peuple pour les adapter aux exigences de l'OMC. De plus en plus, on assiste à des tentatives du Conseil fédéral d'éviter les votations populaires. On regroupe des questions de manière à provoquer des conflits d'intérêts entre les différents sujets. Face à des projets de loi, on cherche par tous les moyens à remplacer le référendum obligatoire par le référendum facultatif (avec le référendum obligatoire, le projet de loi est automatiquement soumis à votation populaire tandis que lors d'un référendum facultatif les citoyens doivent, dans les trois mois, récolter 50 000 signatures pour qu'il soit soumis au vote). Ces exemples montrent que le gouvernement tient à guider le peuple au lieu de le servir et par conséquent de servir le bien commun. Il est nécessaire d'apporter un correctif à cette attitude antidémocratique. Peut-être qu'on n'y arrivera que si le peuple prive l'administration et le pouvoir exécutif des moyens financiers et en personnel. Je n'envisage pas ici de programme d'austérité par la réduction des coûts ou la privatisation des tâches de l'administration publique mais une nouvelle répartition des ressources disponibles.

Il faut redécouvrir les lenteurs de la démocratie directe

La population doit décharger l'administration et le pouvoir exécutif. Les citoyens doivent réorganiser les tâches publiques et renforcer le système de milice. Ils doivent intervenir à temps dans la préparation des décisions. Il faut remplacer les conseillers et les groupes d'experts par des mouvements citoyens, des commissions démocratiquement élues ou des groupes de projet pour résoudre les questions extraordinaires. Les approvisionnements en eau et en énergie, les soins médicaux, éventuellement même l'école peuvent être assurés par des coopératives lorsque les communes sont surchargées. Le système de milice doit remplacer l'appareil administratif peu transparent: grâce à sa composition interdisciplinaire, il est supérieur à n'importe quel groupe d'experts ou *think tank* et capable de générer des économies budgétaires considérables. L'infrastructure de production constante de réformes et de leur contrôle par les administrations et les bureaux de conseil se réduirait ainsi considérablement. Les moyens financiers économisés par ce processus pourraient s'investir dans le financement des approvisionnements de base et la promotion du bien commun. Le pouvoir exécutif serait déchargé puisqu'il n'aurait plus qu'à se concentrer sur l'exécution des décisions.

C'est grâce à la lenteur propre à la démocratie directe que les populations concernées pourront réfléchir de manière approfondie aux réponses à apporter aux défis modernes. Le peuple aura la possibilité d'analyser le pour et le contre d'une réforme et de se rendre compte lui-même des conséquences qu'elle aura. Les décisions populaires ne seront plus le résultat de campagnes de propagande coûteuses mais de votes populaires nés de la conviction des votants. La vitesse des réformes s'adaptera automatiquement à la capacité d'assimilation du peuple. Il incombera de nouveau au souverain de dire ce qu'il faut faire et non plus au pouvoir exécutif. Les droits populaires retrouveront la place qui leur revient. La qualité des processus de transformation et leur application s'amélioreront considérablement parce qu'on aura gagné du temps. Il se pourrait aussi que des acquis maintenus parce qu'ils ont trouvé une large reconnaissance au sein de la population ne soient plus abolis si vite parce que la frénésie des réformes aura été remplacée par des débats publics ouverts et honnêtes sur les avantages et les dangers des innovations. •

¹ Il n'existe guère d'équivalent français de ce terme désignant une politique visant à créer un cadre légal et institutionnel à l'économie. (ndt.)



Des artisans d'art peignent sur des récipients des motifs ornementaux dans un bazar de Téhéran. (photo uk)

la vie. Les guerres contraires au droit international contre les pays voisins, l'Irak et l'Afghanistan, et les menaces de guerre répétées contre leur pays pèsent lourd sur les habitants de l'Iran. Le pays accueille presque un million de réfugiés des régions voisines en guerre. L'Iran avec ses 75 millions d'habitants fait un effort considérable, la population ne souffre pas de faim, un niveau d'instruction très élevé (le taux de femmes dans les universités est de plus de 60%) et une espérance de vie de plus de 70 ans distinguent ce pays.

Une attitude modeste de l'Occident est de mise, car aussi dans nos régions, les situations de vie dans beaucoup de domaines ne se sont améliorées que très lentement, beaucoup de choses restent dans un état imparfait, surtout en ce qui concerne les droits de l'homme. La modernité, la mondialisation, les modes de

vie américanisés, la surconsommation et les conceptions de vie qu'on tente d'imposer aux pays orientaux sont-ils vraiment si enviables? On peut en douter. Dans beaucoup de domaines, il faudrait un retour au naturel, aux choses vraiment importantes, au travail bon et honnête, aux valeurs universelles, valables pour tous les hommes, il faudrait trouver les voies de la paix pour un avenir en commun de l'Orient et de l'Occident. La guerre dont les USA et Israël menacent l'Iran doit être empêchée de toutes nos forces. Un rapprochement dans l'autonomie et le respect, en se réjouissant de la diversité humaine et culturelle, un œcuménisme des cultures et des religions mondiales, une «éthique mondiale» dans le sens de *Hans Küng*, permettront l'estime et le respect mutuels et une coexistence en paix. Le grand poète persan *Saadi* l'a déjà exprimé au XIII^e siècle dans son poème «Verbundenheit» (L'attachement):

*Etroitement unis, les hommes sont tissés
De la même étoffe de Création qui les élève.
La vie apporte-t-elle à l'un d'eux la douleur?
Les autres l'aident à porter sa souffrance.
Ô toi qui ne connais pas de compassion
Pour tes semblables,
Tu es indigne de ta qualité d'être humain!*

¹ Poème issu du recueil de poèmes «GOL-O-BOL-BOL – Rosen und die Nachtigall (Des roses et le rossignol)», poèmes perses choisis de 12 siècles, traduit par Purandocht Pirayech, Téhéran 2004, ISBN 964-306-019-5